

**RAPPORT DEFINITIF DE L’ EVALUATION FINALE**

**Projet d’appui à la Réintégration Durable pour une Paix Durable au Burundi**

**Exécuté par**



*Bureau de consultance chargé de l’ évaluation finale :BESD Consulting Inc*

Consultants :Eloi Edouard Kwizera, Consultant Team Leader & Alphonsine Bigirimana, Intervenante

Table des matières

[Table des matières i](#_Toc38680452)

[Remerciements xv](#_Toc38680453)

[Avertissement xv](#_Toc38680454)

[Sigles et abréviations xvi](#_Toc38680457)

[RÉSUMÉ EXÉCUTIF xvii](#_Toc38680459)

[1. INTRODUCTION 1](#_Toc38680485)

[1.1. CONTEXTE DU PROJET ET JUSTIFICATION DE LA MISSION D’EVALUATION 2](#_Toc38680486)

[1.2. OBJECTIF DE L’EVALUATION 2](#_Toc38680487)

[1.3. APPROCHE METHODOLOGIQUE 3](#_Toc38680488)

[1.3.1. Phase d’évaluation finale du projet 4](#_Toc38680489)

[1.3.1.1. Phase de démarrage et de revue documentaire 4](#_Toc38680491)

[1.3.1.2. Phase de mission sur le terrain et de collecte des données primaires 5](#_Toc38680494)

[1.3.1.3. Phase d’analyse des données et rédaction de rapport 6](#_Toc38680504)

[1.4. Éthique 6](#_Toc38680507)

[1.5. Limites 7](#_Toc38680509)

[2. RESULATS DE L’ EVALUATION 8](#_Toc38680513)

[*2.1.* CRITERE D'EVALUATION 1: PERTINENCE DU PROJET ET DES RESULTATS 8](#_Toc38680514)

[2.1.1. Analyse Corrélation entre le projet et le contexte du pays, les priorités nationales et celles des Agences des Nations Unies en termes de consolidation de la paix 8](#_Toc38680521)

[*2.1.2.* *Analyse de la prise en compte des enseignements tirés d’autres projets pertinents dans la conception du projet* 9](#_Toc38680522)

[*2.1.3.* *Analyse du niveau de rationalité et de pertinence dans la sélection des partenaires opérationnels et institutionnels et de la prise en compte des perspectives des personnes clés dans le processus de conception et la mise en œuvre du projet* 9](#_Toc38680523)

[*2.1.4.* *Analyse de la pertinence de l’approche choisie et les moyens et méthodes utilisés pour atteindre les objectifs du projet* 10](#_Toc38680524)

[2.1.5. Analyse de la pertinence de la composition de l’équipe du projet 10](#_Toc38680525)

[2.1.6. Résumé des principales constatations sur la pertinence 10](#_Toc38680526)

[2.2. CRITERE D'EVALUATION 2 : *EFFICACITE DU PROJET* 12](#_Toc38680527)

[2.2.1. Analyse du niveau de réalisation des principaux produits et activités aux effets de la consolidation de la paix 12](#_Toc38680529)

[2.2.2. Analyse de la corrélation entre les produits et les besoins des bénéficiaires et efficacité du projet dans la consolidation de la paix 13](#_Toc38680531)

[2.2.2.2. Analyse de la corrélation du Produit 1.2 : L’accès aux services sociaux de base pour une réintégration durable des retournés et la cohésion sociale sont améliorés au niveau communautaire (HCR, PNUD, FNUAP) et les besoins des bénéficiaires 13](#_Toc38680536)

[2.2.2.3. Analyse de la corrélation du Produit 2.1 : L’amélioration des moyens de subsistance à travers des activités agricoles est renforcée (FAO) et les besoins des bénéficiaires 14](#_Toc38680538)

[2.2.2.4. Analyse de la corrélation du Produit 2.2 : L’amélioration de la cohésion sociale à travers l’amélioration des moyens de subsistance et l’entreprenariat est renforcée (PNUD, HCR) et les besoins des bénéficiaires 14](#_Toc38680540)

[2.2.3. Analyse des facteurs favorables ou défavorables ayant contribué à la réalisation ou à la non-réalisation des produits et résultats attendus du programme pays de consolidation de la paix  15](#_Toc38680542)

[2.2.4. Facteurs ayant négativement impacté la réalisation effective des produits du projet 16](#_Toc38680549)

[2.2.5. Analyse du niveau d’efficacité de la stratégie de partenariat d’UNDP, UNHCR, FAO, FNUAP 16](#_Toc38680550)

[2.2.6. Facteurs ayant induit l’efficacité ou l’inefficacité ? 16](#_Toc38680551)

[2.2.6.1. Les facteurs ayant induit le renforcement de l’efficacité du projet 16](#_Toc38680552)

[2.2.6.2. Les facteurs ayant induit le renforcement de l’inefficacité du projet 16](#_Toc38680553)

[2.2.7. Analyse des domaines selon le niveau de performance 17](#_Toc38680554)

[2.2.7.1. Les domaines au sein desquels le projet a enregistré des meilleures performances 17](#_Toc38680555)

[2.2.7.2. Comment le projet peut approfondir ou développer ces résultats  à meilleurs performances 17](#_Toc38680556)

[2.2.7.3. Les domaines au sein desquels le projet a enregistré de faibles performances 18](#_Toc38680557)

[2.2.8. Analyse du niveau de clarté, faisabilité des objectifs et produits du projet 18](#_Toc38680558)

[2.2.9. Analyse du niveau de participation des parties prenantes dans la gestion et mise en œuvre du projet et prise en compte des évolutions contextuelles . 18](#_Toc38680560)

[2.2.10. Analyse de niveau de l’efficacité du système de suivi et évaluation utilisé dans le projet 18](#_Toc38680561)

[2.2.11. Analyse des problèmes et contraintes rencontrés lors de l’exécution du projet 19](#_Toc38680562)

[2.2.12. Résumé des grandes constatations des résultats de l’efficacité du projet 19](#_Toc38680563)

[2.3. CRITERE D’EVALUATION 3 : ANALYSE DE L’EFFICIENCE DU PROJET 21](#_Toc38680570)

[2.3.1. Analyse du niveau d’affectation rationnelle des ressources humaines et financières du projet et coût/efficacité 21](#_Toc38680572)

[2.3.2. Analyse du respect des délais dans la livraison des fonds et des activités 22](#_Toc38680574)

[2.3.3. Analyse du niveau d’efficience du système de suivi évaluation utilisé par les agences 22](#_Toc38680575)

[2.3.4. Analyse de l’adéquation des ressources du projet aux produits et résultats atteints 22](#_Toc38680576)

[2.3.5. Analyse du niveau d’atteinte des résultats par rapport au temps imparti à leurs réalisations 23](#_Toc38680578)

[2.3.6. *Résumé des grandes constatations de l’analyse de l’efficience du projet* 23](#_Toc38680580)

[2.4. Analyse du niveau de durabilité, appropriation nationale et pérennisation des actions du projet. 25](#_Toc38680581)

[2.4.1. Analyse des risques financiers pouvant menacer la durabilité des produits du projet  25](#_Toc38680583)

[2.4.2. Analyse du niveau de mobilisation des ressources financières et économiques pour préserver les bénéfices réalisés par le projet  25](#_Toc38680584)

[2.4.3. Analyse des risques sociaux ou politiques pouvant menacer la durabilité des produits du projet ou des contributions du projet aux produits et effets du programme de pays  25](#_Toc38680585)

[2.4.4. Analyse du risque des cadres légaux, des politiques et des structures et processus de gouvernance pour la durabilité des bénéfices du projet  26](#_Toc38680586)

[2.4.5. Analyse du niveau de menace environnementale des actions des Agences pour la durabilité des résultats du projet 26](#_Toc38680588)

[2.4.6. Analyse du niveau d’appropriation des parties prenantes 26](#_Toc38680590)

[2.4.7. Analyse de niveau de documentation et diffusion des bonnes pratiques et des leçons apprises . 26](#_Toc38680592)

[2.4.8. L’ analyse des stratégies d’UNDP, UNHCR, UNFPA, FAO pour le désengagement  26](#_Toc38680594)

[2.4.9. Analyse du niveau d’engagement des partenaires à poursuivre les interventions 26](#_Toc38680597)

[2.4.10. Analyse du niveau de prise en compte des intérêts pour l’égalité des genres, les droits de l’Homme et le développement humain par les principales parties prenantes 26](#_Toc38680599)

[2.4.11. Analyse du niveau d’acquisition des capacités des autorités politiques, administratives et sécuritaires pour initier et piloter des projets de renforcement de la cohésion sociale et la Consolidation de la Paix et en mobiliser les ressources externes et internes 27](#_Toc38680600)

[2.4.12. Analyse des mécanismes de pérennisation des résultats du projet 27](#_Toc38680601)

[2.4.13. Analyse des facteurs qui pourraient favoriser ou non la durabilité des résultats atteints 28](#_Toc38680603)

[2.4.13.1. Les facteurs qui pourraient favoriser la durabilité des résultats atteints 28](#_Toc38680604)

[2.4.13.2. Les facteurs pouvant compromettre la durabilité des résultats atteints 28](#_Toc38680605)

[2.4.14. Résumé des grandes constatations de l’analyse de la durabilité, appropriation et pérennisation des actions du projet 28](#_Toc38680606)

[2.5. Analyse de l’impact du projet 29](#_Toc38680607)

[2.5.1. Effet induit par le Produit 1.1 : Les capacités des acteurs sont renforcées pour assurer le monitoring de protection et des frontières en vue d’améliorer l’environnement de la protection (HCR) 29](#_Toc38680609)

[2.5.2. Effet induit par le Produit 1.2 : L’accès aux services sociaux de base pour une réintégration durable des retournés et la cohésion sociale sont améliorés au niveau communautaire (HCR, PNUD, FNUAP) 29](#_Toc38680611)

[2.5.2.1. Renforcement social des bénéficiaires 29](#_Toc38680612)

[2.5.2.2. Amélioration de la participation des bénéficiaires dans la vie socioéconomique des ménages et de l’ entraide sociale 30](#_Toc38680614)

[2.5.2.3. Amélioration de la scolarisation des enfants 30](#_Toc38680618)

[2.5.2.4. Amélioration de l’alimentation des membres du ménage 31](#_Toc38680621)

[2.5.2.5. Amélioration de l’habillement 31](#_Toc38680623)

[2.5.2.6. Amélioration de l’accès aux loisirs et divertissement 31](#_Toc38680624)

[2.5.2.7. Amélioration des conditions de logement et d’habitation des ménages 32](#_Toc38680625)

[2.5.3. Effet induit par le produit 2.1 : L’amélioration des moyens de subsistance à travers des activités agricoles est renforcée (FAO) 32](#_Toc38680627)

[2.5.3.1. Amélioration de la fréquence des repas pris 32](#_Toc38680628)

[2.5.3.2. Amélioration de l’accès aux ressources de production agricole 32](#_Toc38680630)

[2.5.3.3. Amélioration de la production Agricole 33](#_Toc38680634)

[2.5.4. Effet induit par le produit 2.2 : L’amélioration de la cohésion sociale à travers l’amélioration des moyens de subsistance et l’entreprenariat est renforcée (PNUD, HCR) 34](#_Toc38680636)

[2.5.4.1. Amélioration de l’autonomisation des vulnérables 34](#_Toc38680637)

[2.5.4.2. Amélioration du mouvement associatif et création d’entreprises sociales des bénéficiaires 34](#_Toc38680640)

[2.5.4.3. Amélioration du niveau de renforcement économique des ménages 34](#_Toc38680641)

[2.5.4.4. Amélioration des moyens de subsistance des bénéficiaires et de leurs familles 34](#_Toc38680643)

[2.5.4.5. Amélioration des capacités d’investissement des bénéficiaires appuyés 35](#_Toc38680644)

[2.5.5. Les grandes constatations de l’analyse de l’impact du projet 36](#_Toc38680647)

[3. ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE DE L’ÉGALITÉ DES SEXES ET AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LA CONCEPTION, MISE EN ŒUVRE ET SUIVI DU PROJET 39](#_Toc38680663)

[4. IDENTIFICATION DES BONNES PRATIQUES ET DES LECONS APPRISES 41](#_Toc38680665)

[4.1. Les leçons apprises 41](#_Toc38680666)

[4.2. Identification des bonnes pratiques 41](#_Toc38680667)

[5. RECOMMANDATIONS 43](#_Toc38680668)

[ANNEXES 44](#_Toc38680669)

[Annexe 1 : Questionnaire destiné aux bénéficiaires 44](#_Toc38680670)

[Annexe 2 : Questionnaire pour l’ équipe du projet et partenaires 44](#_Toc38680672)

[Annexe 3 : Guide de focus groups discussions 44](#_Toc38680674)

[Annexe 4 : Guide d’entretien pour l’administration et services déconcentrés de l’ État 44](#_Toc38680676)

[Annexe  5: Matrice d’évaluation 44](#_Toc38680678)

[Annexe 6 : Matrice d’analyse de l’efficience du projet 44](#_Toc38680680)

[Annexe 7 : Matrice du cadre de résultats 44](#_Toc38680682)

[Annexe 8 : Théorie du changement reconstruite 44](#_Toc38680684)

[Annexe 9 : Liste des documents consultés 45](#_Toc38680686)

[Annexe 10 : Liste des personnes rencontrées/documents consultés 45](#_Toc38680687)

**Liste des tableaux**

[Tableau 1: Répartition des bénéficiaires enquêtés par province et par sexe des bénéficiaires 6](#_Toc38692030)

[Tableau 2 : Indicateur du niveau de réalisation des produits du projet 12](#_Toc38692058)

[Tableau 3 : Evolution des problèmes entravant la cohésion sociale et la paix dans les communes dans la zone du projet 13](#_Toc38692063)

[Tableau 4 : Evolution de la situation de cohabitation dans la zone du projet 14](#_Toc38692065)

[Tableau 5 : Evolution de la situation d’accessibilité alimentaire des bénéficiaires du projet 14](#_Toc38692067)

[Tableau 6 : Evolution de la situation de pauvreté des bénéficiaires 15](#_Toc38692069)

[Tableau 7 : Niveau d’efficience par produit et résultat du projet 21](#_Toc38692101)

[Tableau 8 : Evolution de la fréquence des situations de conflits dans la zone du projet 29](#_Toc38692138)

[Tableau 9 : Indicateur sur le renforcement social des bénéficiaires 30](#_Toc38692141)

[Tableau 10 : Evolution des dépenses totales suite à l’interventions du projet 30](#_Toc38692144)

[Tableau 11 : Indicateurs sur l’amélioration de la scolarisation des enfants 31](#_Toc38692148)

[Tableau 12 : Indicateurs sur l’amélioration des dépenses d’alimentation au sein des ménages 31](#_Toc38692150)

[Tableau 13 : Indicateurs sur l’amélioration des dépenses d’ habillement des bénéficiaires 31](#_Toc38692152)

[Tableau14 : Indicateurs sur l’amélioration des dépenses liées aux loisirs des bénéficiaires 32](#_Toc38692154)

[Tableau 15: Indicateurs sur l’amélioration des dépenses d’amélioration des conditions de logement et d’habitation des bénéficiaires 32](#_Toc38692156)

[Tableau  16: Amélioration de la fréquence des repas 32](#_Toc38692159)

[Tableau 17 : Amélioration de la durée des stocks des produits agricoles 33](#_Toc38692165)

[Tableau 18: Amélioration du niveau de renforcement économique des ménages 34](#_Toc38692172)

[Tableau 19: Type d’investissement développé grâce aux revenus tirés des activités diverses du projet et AGR développés grâce aux dividendes directes du projet. 35](#_Toc38692175)

[Tableau  20: Analyse du budget alloué aux activités spécifiques sur le genre 39](#_Toc38692194)

**Liste de graphiques**

[Graphique  1 : Répartition des budgets consommés par produit 22](#_Toc38693928)

[Graphique  2 : Niveau d’amélioration de l’accès à l’agriculture 33](#_Toc38693985)

[Graphique 3 : Augmentation du taux de possession des champs de cultures 33](#_Toc38693986)

[Graphique 4 : Répartition des bénéficiaires par tranche de revenu 34](#_Toc38693991)

[Graphique 5 : Répartition des ménages bénéficiaires par type de changement de revenu 34](#_Toc38693992)

# **Remerciements**

*Ceci est le rapport d'évaluation finale du projet « Projet d’appui à la Réintégration Durable pour une Paix Durable au Burundi » mis en œuvre de 2018 à 2019 par le consortium des Agences des Nations Unies UNHRC, PNUD, FAO et FNUAP dans quatre communes : Gisuru de la province Ruyigi, Giteranyi de la province Muyinga, Kayogoro de la province Makamba et Busoni de la province Kirundo au Burundi. L’équipe d’évaluation tient à remercier les quatre Agences des Nations Unies UNHRC, PNUD, FAO et FNUAP au Burundi pour avoir fourni des conseils et informations utiles à cette évaluation.  
  
Des entretiens ont été menés avec différentes parties prenantes, notamment le personnel des quatre Agences des Nations Unies (UNHRC, PNUD, FAO et FNUAP) susmentionnées et leurs partenaires d'exécution, les conseillers chargés des affaires sociales et administratives, les conseillers chargés des affaires du développement, les représentants des associations et clubs des agents de changement, les leaders communautaires et les bénéficiaires directs dans les quatre communes d’intervention du projet. L’équipe d’évaluation exprime sa gratitude aux personnes qui ont fourni des informations ayant permis la rédaction de ce rapport.*

*Enfin, nous souhaitons exprimer notre gratitude aux bénéficiaires indirects du projet pour leur participation à l'évaluation.*

# **Avertissement**

# Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de l’équipe d’évaluation et ne reflètent pas nécessairement celles des commanditaires de l’étude. La responsabilité des opinions exprimées dans ce rapport incombe uniquement aux auteurs. La publication de ce document n'implique pas l'approbation par les commanditaires des opinions exprimées.

# La désignation utilisée et la présentation de matériel sur des cartes n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part des commanditaires de l’évaluation concernant le statut juridique ou constitutionnel d'un pays, territoire ou zone maritime, ou concernant la délimitation des frontières.

# 

# Sigles et abréviations

ASB : Association des scouts du Burundi

BBIN  : Burundi Business Incubation Network

CAD : Comité d’Aide au Développement

COPED : Conseil Pour l’Education et Développement

CRB : Croix Rouge Burundi

FAO  : United Nations of Food and Agriculture Organization

FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la population

HIMO : Haute Intensité de Main d’Œuvre

JRS : Jesuit Relief Services

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

PCDC  : Plans communaux de développement communautaire

PNUD : Programme des Nations Unies pour Développement

SOPRAD  : Solidarité pour la Promotion de l’Assistance et le Développement

UNEG  : Normes d'Evaluation des groupes des Nations Unies

UNHCR  : United Nations High Commissionner for Refugies (Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés)

WVI : World Vision International

# **RÉSUMÉ EXÉCUTIF**

Le présent rapport a été élaboré en vue de l'évaluation finale du projet « **Projet d’appui à la Réintégration Durable pour une Paix Durable au Burundi** » mis en œuvre conjointement par quatre Agences des Nations Unies au Burundi, à savoir le Programme des Nations Unies pour le Développement au Burundi (PNUD), le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) et l’Organisations des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture (FAO) de janvier 2018 à décembre 2019 dans les quatre communes ayant enregistrés le plus grand nombre de rapatriés de la crise de 2015 (Gisuru de la province Ruyigi, Giteranyi de la province Muyinga, Kayogoro de la province Makamba et Busoni de la province Kirundo). Financé pour un montant de 3 000 000 USD, ce projet visait à atteindre 49.600 personnes dont les retournés, les déplacés internes et les membres des communautés d’accueil éparpillés à travers la zone d’intervention du projet, avec un focus spécial sur les femmes.

La mise en œuvre du projet a privilégié une approche partenariale et de collaboration avec l’administration locale et le ministère de l’Intérieur et de la Formation Patriotique et du Développement Local.

Les interventions du projet ont été menées dans l’optique d’atteindre deux résultats ; Résultat 1 : Accès accru aux droits et services (pour une protection, résilience et cohésion sociale améliorées en vue d'une réintégration durable) et Résultat 2 : Moyens de subsistance et autosuffisance accrus pour les ménages vulnérables (pour une protection, résilience et cohésion sociale améliorées en vue d'une réintégration durable) avec comme objectif ultime d’Amélioration de la sécurité communautaire et la réintégration socioéconomique durable ainsi que la cohésion sociale pour une paix durable au Burundi.

Le projet a agi par (i) le renforcement des capacités des acteurs pour assurer le monitoring de protection et des frontières en vue d’améliorer l’environnement de la protection (HCR), (ii) l’amélioration de l’accès aux services sociaux de base au niveau communautaire pour une réintégration durable des retournés et la cohésion sociale (HCR, PNUD, FNUAP), (iii) le renforcement de l’amélioration des moyens de subsistance à travers des activités agricoles (FAO) et (iv) le renforcement de l’amélioration de la cohésion sociale à travers l’amélioration des moyens de subsistance et l’entreprenariat (PNUD, HCR).

Sur un budget total alloué au projet de 3 000 000 dollars américains, 99,9% ont été dépensés.

* **Méthodologie d'évaluation**

L'approche méthodologique globale de l'évaluation sommative du projet « Projet d’appui à la Réintégration Durable pour une Paix Durable au Burundi» était mixte : quantitative et qualitative. L’évaluation a utilisé les critères d’évaluation du Comité d’aide au développement (CAD) de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et a respecté les normes et critères d’évaluation du Groupe d’évaluation des Nations Unies (GENU). L’évaluation a été conçue pour répondre à trois questions d’évaluation élargies en plusieurs questions répondant à cinq critères clés : Pertinence, Efficacité, Efficience, Impact/effet des résultats, Durabilité, appropriation nationale, pérennisation des actions.

L'équité, le genre et les droits fondamentaux ont également été intégrés dans la conception de l'évaluation comme axe transversal de l’évaluation.

L'évaluation a eu lieu entre janvier et mars 2020.

Les principales méthodes d’évaluation utilisées comprenaient l’examen des documents et la collecte de données qualitatives et quantitatives par le biais d’interviews d’informateurs clés, tels que le personnel du projet, les partenaires d’exécution, les conseillers communaux (conseillers chargés des affaires sociales et administratives, les conseillers chargés des affaires du développement, les leaders communautaires, les leaders des entreprises sociales créées par le projets utilisant des guides d’entretien approuvés (annexé au rapport), et une enquête sur 420 bénéficiaires dont 139 femmes (soit 45% des bénéficiaires enquêtés). La méthode d'échantillonnage utilisée était un échantillonnage aléatoire, proportionnée par type d’intervention et par localisation géographique.

* **Principaux résultats de l'évaluation**

L'évaluation a été conçue pour comparer les résultats obtenus aux résultats escomptés. L'évaluation utilise la notation à code de couleur suivante qui indique l'étendue de l'adéquation du projet aux objectifs initiaux.

|  |  |
| --- | --- |
| A | Très adéquat / approprié / satisfaisant |
| B | Adéquat / approprié / satisfaisant mais possibilité d'amélioration. |
| C | Pas très adéquat / approprié / satisfaisant. Quelques ajustements sont nécessaires. |
| D | Pas adéquat / approprié / satisfaisant du tout. Des ajustements majeurs sont nécessaires. |

|  |
| --- |
| A |

**Les principaux constats sur la pertinence du projet**

Le projet est aligné aux politiques nationales de développement économique comme le PND 2018-2027, la vision 2025, la vision du ministère de l’agriculture, les politiques sectorielles des Ministères impliqués dans l’exécution du projet (Justice, Intérieur, Agriculture), les stratégies nationales de l’aide légale et de la réintégration mais aussi aux contextes socioéconomiques du pays et des communautés bénéficiaires.

Les interventions du projet s’alignent aux besoins identifiés auprès des bénéficiaires (besoin en renforcement économique, en cohésion sociale et accès aux services sociaux de base et droits des rapatriés et autres vulnérables), aux orientations stratégiques de l’UNDAFF[[1]](#footnote-1)  et aux priorités 1 et 2 du document de programme pays du PNUD (CPD) 2019-2023. Les interventions du projet ont été conçues pour apporter des réponses aux besoins qui ont été identifiés dans la mission d’évaluation participative initiale des besoins dans la zone du projet.

De plus, la mise en exécution du projet s’est basé sur des appels à projet des partenaires locaux, ce qui a permis une sélection des interventions cadrant avec la logique et les priorités stratégiques du pays et des agences des nations unies et une sélection des partenaires opérationnels et actifs ayant un niveau de compétences et de capacités techniques, opérationnelles et organisationnelles appréciable.

Le projet a adopté des approches pertinentes combinant l’approche humanitaire et développement pour renforcer le niveau économique et la participation citoyenne des bénéficiaires. Ces approches ont induit des changements palpables dus à la possibilité d’accompagnement des bénéficiaires pour un changement de comportement et un développement des initiatives génératrices de revenus en association impliquant les couches de la communauté qui se considéraient comme des ennemis, situation qui entravaient la cohésion sociale et la paix dans les communautés.

Par ces approches, le projet a pu maintenir l’intérêt économique et social des bénéficiaires et, partant, la consolidation des liens communautaires entre la population.

La répartition budgétaire était pertinente par rapport aux résultats attendus et aux contextes avec 56% du budget pour le résultat 1 et 32% pour le résultat 2 mais une augmentation du coût opérationnel de 71,14% est observé suite à la mesure gouvernementale de suspension des activités des ONG pendant au moins trois mois.

Les interventions du projet ont tenu compte du besoin d’intégrer la population hôte parmi les bénéficiaires du projet. Le projet a développé des interventions en prenant en compte l’aspect genre en développant un système de rapportage et de suivi des indicateurs sensible au genre avec des quotas de femmes bénéficiaires dans les activités du projet fixés au préalable. 52% des bénéficiaires directs du projet sont des femmes, 31,1% du budget des activités avec composante genre a été alloué aux actions spécifiques aux femmes.

Les produits des activités du projet étaient corrélés aux besoins des bénéficiaires ; les interventions du projet ont permis la réduction de problèmes de non accès à l’aide légale. Les interventions du projet ont permis une amélioration de l’estime de soi des femmes bénéficiaires. Le projet a permis aux femmes bénéficiaires d’améliorer le niveau de participation dans la vie socioéconomique des ménages. Les femmes bénéficiaires ont connu une amélioration d’accès aux sources de revenus à un taux de plus de 47,7% et une réduction de leur exposition à la pauvreté à concurrence de 26,8%.

|  |
| --- |
| B |

* **Principaux constats sur l’efficacité du projet**

L’évaluation de l’efficacité du projet s’est focalisée sur l’analyse du niveau de performance du projet en termes de réalisation des produits et effets, les facteurs de succès ou d’échecs, l’efficacité des stratégies de partenariat et de pilotage du projet. L’analyse du taux d’achèvement des activités du projet montre une meilleure performance globale du projet. En effet, le taux global de réalisation du projet est de 115.6% ; en revanche, le taux d’achèvement est plus faible pour le cas de victimes en besoin de protection référée.

***Analyse de la corrélation du Produit 1.1 : Les capacités des acteurs sont renforcées pour assurer le monitoring de protection et des frontières en vue d’améliorer l’environnement de la protection (HCR) par rapport aux besoins des bénéficiaires*** a révélé que l’ intervention du projet a permis une réduction de 60,5% du taux d’exposition aux problèmes d’accès à l’ aide légale. Cette proportion est de 70% pour les femmes. Les conflits familiaux entre résidents et rapatriés ont diminué de 41,7%, ce taux de diminution est de 52,8% pour les femmes. Le taux d’exposition aux conflits fonciers a diminué de 63,4% ; elle est de 70% pour les femmes.

***L’Analyse de la corrélation du produit 1.2 : L’accès aux services sociaux de base pour une réintégration durable des retournés et la cohésion sociale est amélioré au niveau communautaire (HCR, PNUD, FNUAP) et les besoins des bénéficiaires*** montre que l’intervention du projet a aussi induit une amélioration de la cohabitation pacifique à plus de 63,6% selon la perception des enquêtés ; ce taux est de 68.7% pour les femmes.

**L’analyse de la corrélation du Produit 2.1 : L’amélioration des moyens de subsistance à travers des activités agricoles est renforcée (FAO) par rapport aux besoins des bénéficiaires** a révélé que l’intervention du projet a permis une diminution du taux d’exposition aux problèmes d’accès financiers aux aliments de 44.9% (36.7% pour les femmes) et l’exposition aux problèmes de manque de capital a diminué de 46.2% (42.9% pour les femmes bénéficiaires).

**L’Analyse de la corrélation du Produit 2p.2 : L’amélioration de la cohésion sociale à travers l’amélioration des moyens de subsistance et l’entreprenariat est renforcée (PNUD, HCR) et les besoins des bénéficiaires** a révélé que la situation d’après projet montre que les difficultés de générer des revenus ont diminué de 38.3% et 47.7% pour les femmes bénéficiaires ; le taux de pauvreté des bénéficiaires a diminué de 23.5% pour tous les bénéficiaires et de 26.8% pour les femmes bénéficiaires.

L’approche partenariale adoptée dans le projet a permis une performance globale très appréciable. L’identification des partenaires par des appels d’offre a permis l’identification des partenaires opérationnels dans le domaine d’intervention ayant des capacités techniques et organisationnelles pouvant permettre une réalisation des activités du projet à moindre coût et avec une qualité meilleure. Le projet a identifié des actions et interventions clarifiées dans le document du projet signé par le bailleur de fonds PBF. Les indicateurs de résultats étaient SMART.

Le projet a permis une parfaite participation de l’administration centrale par l’intermédiaire des points focaux (DGRR) dans les phases d’identification des bénéficiaires, le suivi des réalisations et revues périodiques des interventions du projet. De plus, le projet a développé un système de point focal communal qui intervenait dans les activités de mobilisation des bénéficiaires et suivi des réalisations du projet.

|  |
| --- |
| B |

* **Principaux constats sur *analyse de l’efficience du projet***

La performance globale des résultats de 115.59% a été atteint en utilisant 99,9% du budget prévu soit un taux d’efficience de 115.6%. Le niveau d’efficience est plus élevé pour le résultat 1 qui est relatif à l’amélioration croissante d’accès aux droits et services pour une meilleure protection , résilience et cohésion sociale vers une réintégration durable, l’indice d’efficience est de 156,2% contre 121,1% pour le résultat 2 concernant l’augmentation des moyens de subsistance et de l'autonomie ( pour améliorer la protection, la résilience et la cohésion sociale en vue d' une réintégration) et le niveau d’efficience est la moins élevé pour le volet opérationnel où est remarqué un taux de consommation budgétaire de plus 224.39% et un niveau d’ efficience de 45,57%.

Le produit ayant manifesté un niveau d’efficience le plus élevé est le produit 1.2 : Accès aux services de soutien de base pour la réintégration des rapatriés et la cohésion sociale au niveau communautaire avec un indice d’ efficience de 206,73% ; tandis que le taux d’efficience est le moins élevé pour le produit 1.1 : renforcement des capacités d'observation des frontières et de la protection pour un environnement de protection renforcée avec un taux d’efficience de 71.9%. Un niveau d’efficience de 108.60% est observé dans le volet suivi évaluation.

L’analyse des ressources disponibilisées par le projet pour la réalisation des objectifs montre que le projet bien qu’ayant mobilisé les ressources de 3000000 dollars américains, les besoins étaient énormes et la durée du projet était très courte pour mener à bien le processus de réintégration sociale des rapatriés qui continuent à regagner le pays.

L’analyse d’effets induits dans chaque produit escompté et le budget consommé montre une adéquation du budget consommé par rapport aux activités réalisées. Mais le produit lié au renforcement des capacités d’observation des frontières et de la protection pour un environnement de protection renforcée  qui, bien qu’ayant consommé 32% du budget du projet, son volume d’activités n’est aussi grand que le volet de renforcement de 18% étant alloué à l’appui aux moyens de subsistance et à la cohésion sociale par la promotion de l’entreprenariat.

|  |
| --- |
| B |

* + **Principaux constats sur la *durabilité ; appropriation nationale, pérennisation des actions du projet.***

Le projet a créé des structures communautaires (clubs de paix, agents de changement ) et entités sociales et (entreprises sociales et associations) pouvant intervenir dans le renforcement des acquis du projet.

De plus, le projet a impliqué l’administration locale et centrale dans les différentes phases d’exécution du projet tel que dans les revues périodiques, évaluation participative conjointe des besoins, les visites de suivi des réalisations du projet.

Dans certaines Communes (Gisuru et kayogoro) les structures créées (clubs de paix et agents de changement ) sont reconnues par l’administration communale qui en assure le suivi. Mais il est remarqué un faible niveau de gouvernance des associations et entreprises sociales créées suite au temps court alloué à leur accompagnement. De plus, le développement des activités de renforcement de la sécurité alimentaire et de la production alimentaire qui nécessité un développement de l’approche filière n’a développé qu’un seul maillon de la chaîne de valeur.

Bien qu’ existe une rubrique du budget dans le budget de l’ état qui est réservé aux activités de rapatriement , le gouvernement reste moins capable de mobiliser assez de ressources pour une effective réintégration des rapatriés qui continuer à regagner le pays et dont les besoins en renforcement de leur réintégration sociale et économique sont énormes et hors des simples sensibilisations communautaires.

|  |
| --- |
| B |

* + **Principaux constats *sur les effets induits/impact du projet***

* **Effet induit par le Produit 1.1 : Les capacités des acteurs sont renforcées pour assurer le monitoring de protection et des frontières en vue d’améliorer l’environnement de la protection (HCR).**

Le projet a induit une amélioration de la connaissance des procédures judiciaires sur des problèmes fréquents dans les communautés (conflits fonciers, conflits familiaux,….). La présence des avocats a amélioré le niveau de connaissances des procédures judiciaires et l’accès aux services d’aide légale et a réduit la violation des droits des vulnérables. Il est signalé que la fréquence des conflits a été réduite de plus de 60.5% dans les communes de Gisuru et Kayogoro. Les interventions des para-juristes et les sensibilisations communautaires sur les procédures judiciaires ont induit la diminution du taux des conflits familiaux de 41,7% et 52,8% chez les femmes bénéficiaires ; les conflits fonciers ont été réduits à 63,4% et 70% chez les femmes bénéficiaires tandis que les phénomènes de spoliation et accaparement illégal des terres des rapatriés par la population hôte ont diminué de 49,1% et 63% chez les femmes bénéficiaires.

* **Effets induits par le Produit 1.2 : L’accès aux services sociaux de base pour une réintégration durable des retournés et la cohésion sociale est amélioré au niveau communautaire (HCR, PNUD, FNUAP).**

**Le projet a permis le renforcement de la cohésion sociale dans la communauté.** En effet,le taux d’exclusion communautaire des bénéficiaires a été réduit de 100%, tandis que la proportion des bénéficiaires participant aux réunions d’échanges communautaires sur la résolution pacifique des conflits et aux autres réunions communautaires a augmenté de 626,9%.

Le taux d’exclusion de l’espace d’information sur la prévention et réponse aux violences sexuelles et basées sur le genre a diminué de plus de 82,14% tandis que le taux des ménages bénéficiaires participant régulièrement dans les espaces d’information sur la prévention et réponse des violences sexuelles et basées sur le genre a augmenté de 2285,71%.

**Le projet a induit une amélioration de la participation des bénéficiaires à la vie socioéconomique des ménages et de l’entraide sociale.** En effet, les membres des VSLA, associations et entreprises sociales et CACC s’entraident dans les différents services sociaux. En moyenne, une augmentation des dépenses de 41747.3 francs Burundais a été réalisée dans l’amélioration des conditions socioéconomiques des 93.7% ménages bénéficiaires ; ce montant est de 38148.5 pour 90.07% des femmes qui, grâce aux interventions du projet, ont augmenté leur niveau de participation dans la vie socioéconomique des ménages.

***Le projet a induit une amélioration de la scolarisation des enfants.*** En effet, 93,5% des bénéficiaires (hommes et femmes) et 97,7% des femmes bénéficiaires enquêtées ont payé des frais de scolarité aux enfants. En moyenne, 67575 francs Burundais ont été payés annuellement pour les frais de scolarité des enfants en provenance des revenus tirés des AGR, entreprises sociales, VSLA des CACC, ventes des produits agricoles et d’élevage. Ce montant est de 456713 francs Burundais pour les ménages dirigés par les femmes. Cela a permis une amélioration de l’accès financier aux services sociaux et une réintégration des vulnérables, ce qui a contribué à l’amélioration des interrelations communautaires et la réintégration socioéconomique induisant la consolidation de la paix.

**Le projet a induit l’amélioration de l’alimentation des membres du ménage*.*** En moyenne 98.3% des bénéficiaires (tous) appuyés enquêtés ont dépensé en moyenne 35123.7 francs Burundais des revenus tirés des travaux cash for work et entreprises sociales pour l’alimentation des membres des ménages mensuellement. 99.3% des femmes bénéficiaires ont amélioré les dépenses alimentaires annuelles de 25019 Francs Burundais.

**Le projet a induit l’amélioration de l’habillement*.*** En effet,91.3% des bénéficiaires (hommes et femmes) et 99.3% des femmes bénéficiaires du projet enquêtées ont pu se procurer des habits décents valant 27053.3 francs Burundais grâce aux revenus tirés des activités du projet. Le montant moyen annuel des dépenses pour l’achat des vêtements par les femmes bénéficiaires est de 33871.3 francs Burundais.

**Le projet a induit l’amélioration de l’accès aux loisirs et divertissement*.*** En effet,96,2% des bénéficiaires (hommes et femmes) enquêtés ont pu se divertir et participer à des activités de divertissement grâce aux revenus additionnels tirés des interventions du projet et autres induites par le projet  en dépensant 31776 Francs Burundais. Cette proportion est de 72.9% des femmes bénéficiaires avec 27567.7 francs Burundais de dépense.

**Le projet a induit l’amélioration des conditions de logement et d’habitation des ménages.** En effet, l’amélioration des revenus induits par la participation aux activités du projet (HIMO, AVEC des CACC, entreprises sociales) a permis à 87,3% des bénéficiaires d’améliorer leurs conditions d’habitation  et de logement avec un montant de 47532.6 francs Burundais et 45571.5 francs burundais pour 71.3% des femmes qui ont amélioré leur conditions d’habitation et de logement.

* **Effets induits par le produit 2.1 : L’amélioration des moyens de subsistance à travers des activités agricoles est renforcée (FAO)**

**Le projet a induit des effets positifs sur la sécurité alimentaire et la résilience.** En effet, le nombre moyen de repas pris dans les ménages bénéficiaires est passé de 1,3 repas par jour en moyenne à 2,1 repas soit une augmentation de 61,5%.

Le projet a aussi induit l’a**mélioration de l’accès aux ressources de production agricole.** En effet, le taux d’accès à l’agriculture a augmenté de 25,4% de 2018 à 2020 et le taux de possession de cultures a augmenté de 86,8% de 2018 à 2020.

**Le projet a induit l’amélioration de la production agricole.** En effet,la durée moyenne du stock de la production agricole de ménages bénéficiaires a nettement augmenté pour les deux saisons passant de 0.915 mois pour la saison B à 2.399, soit une augmentation de 162%, de 1,077 mois à 2,339 mois soit une augmentation de plus de 117,5%. En somme, pour les deux saisons A et B, la durée du stock des produits agricoles issus de l’agriculture des ménages a augmenté de 138% passant de 1,99 mois à 4,74 mois. Sans additionner les produits agricoles de la saison C, il est observé que les ménages sont actuellement capables de disposer de nourriture pour 4,74 mois alors qu’avant l’intervention du projet, seulement 1,99 mois étaient couvert par le stock des produits agricoles des ménages.

* **Effets induits par le produit 2.2 : L’amélioration de la cohésion sociale à travers l’amélioration des moyens de subsistance et l’entreprenariat est renforcée (PNUD, HCR)**

**Le projet a induit des effets positifs sur l’autonomisation des vulnérables.** L’analyse de l’ évolution du revenu des ménages bénéficiaires montre que 97,3% des ménages bénéficiaires ont vu leur niveau de revenu augmenté tandis que seulement 0.7% des ménages n’ont subi aucun changement de leur revenu mensuel. L’augmentation moyenne des revenus des bénéficiaires a été de 38,3% et 47,7% pour les femmes bénéficiaires.

**Le projet a induit l’amélioration du niveau de renforcement économique des ménages.** En  effet, letaux d’accès aux systèmes d’épargne et crédit crédit rotatif, AVEC, SILCs, associations) est passé de 13,3% à 89,7% soit une augmentation de 574,4%. Cela conduit à un renforcement économique des ménages.

L’intervention du projet a induit une a**mélioration des capacités d’investissement des bénéficiaires appuyés.** En effet,les revenus tirés des associations, VSLA, entreprises sociales et travaux cash for work ont induit l’amélioration des capacités d’investir des bénéficiaires et, partant, de leur niveau de résilience socioéconomique, ce qui contribue au maintien du climat de paix dans la communauté. En moyenne le revenu annuel des ménages bénéficiaires s’élève à 455460 francs Burundais et 396250.2 francs burundais pour les femmes bénéficiaires ; 63.7% de ce montant est investi. Cette propension à investir est de 75,7% chez les femmes. 21% du montant investi des bénéficiaires enquêtés est engagé dans l’agriculture (achat d’intrants agricoles, location ou achat de parcelles cultivables, achat de matériels agricoles) ; cette proportion est de 31.40% dans les ménages dirigés par des femmes bénéficiaires.

En effet, l’augmentation des revenus des ménages a permis que 69,3% des bénéficiaires augmentent leurs investissements agricoles de 60926,8842 francs burundais en moyenne. Cette proportion est de 79,3% pour les femmes bénéficiaires avec un montant annuel moyen d’investissement agricole de 94187.88004 francs Burundais.

51,2% des bénéficiaires ont amélioré l’élevage de petit bétail en investissant annuellement 89939.6862francs Burundais. 67,3% des femmes bénéficiaires ont augmenté l’investissement en élevage de 137082.3604 francs Burundais. 31,21% des ménages ont effectué des investissements en développant le petit commerce en investissant un montant moyen annuel de 60926.8842 Francs Burundais et 15,1% pour les femmes bénéficiaires ont amélioré leur niveau d’investissement dans le petit commerce de 63891.7785 francs Burundais soit 21,3% de leur investissement.

* **Bonnes pratiques et leçons apprises** 
  + **Leçons apprises**
* L’intégration des activités économiques de groupes comme les AVEC, SILCS et AGR menés en associations bien structurées avec un bon niveau de gouvernance administrative et financière permet non seulement le renforcement économique mais aussi la cohésion sociale communautaire et, partant, le renforcement de la paix durable dans les communautés.
* Les activités de consolidation de la paix doivent s’attaquer aux causes du non accès aux services sociaux de base mais aussi permettre un renforcement des capacités socioéconomiques des différentes couches de la société.
* Les transferts des revenus par les cash for work couplés avec des activités complémentaires tels que l’accompagnement dans le développement des AGR, la sensibilisation sur la citoyenneté et la cohésion sociale permettent un développement de l’esprit d’entreprenariat et une mobilisation progressive des ressources pour les idées d’affaires.
* La sélection participative des besoins et des bénéficiaires effectués avant l’intervention du projet permet une conception des activités adaptée aux besoins du groupe cible.
* L’approche humanitaire (distribution des appuis financiers aux AGR, aux femmes vulnérables, etc.) combinée à une approche de développement (formation en gestion financière, identification des opportunités d’affaires, business plans, etc.) permettent un relèvement efficace du niveau économique des ménages et la résilience socioéconomique des bénéficiaires.
* La disponibilité des services d’aide légale non seulement améliore la réduction de l’ignorance en matière juridique et judiciaire mais aussi réduit la corruption dans le système judiciaire qui se développe suite à l’ignorance de la population de la loi et des procédures judiciaires, le manque d’aide légale et l’inefficacité des prestataires des services juridiques qui profitent de la situation d’ ignorance de la population pour se créer des espaces de corruption.
* L’appui aux initiatives économiques réalisé en faisant des concours de plans d’affaires permet une valorisation de l’analyse des opportunités locales et une meilleure planification préalable pour une réussite des AGR.
  + **Bonnes pratiques**

**L’évaluation a permis d’identifier les bonnes pratiques qu’il convient de capitaliser dans les interventions ultérieures.**

* Identification participative préalable des besoins et population cible mené conjointement avec toutes les parties prenantes pour une mobilisation effective et une participation active aux activités du projet et, partant, pour l’amélioration de la performance du projet ;
* Combinaison de l’approche humanitaire et celle du développement permet le renforcement économique et de la résilience socioéconomique des ménages vulnérables.
* La sélection participative des bénéficiaires faite avec l’implication de l’administration centrale et locale et suivie par une validation communautaire permet l’amélioration de l’appropriation des acquis et du niveau d’efficacité du projet.
* Le développement des interventions de réintégration sociale par la mise en place des activités d’auto développement socioéconomique, de cohésion sociale impliquant des bénéficiaires issus de la population hôte et des rapatriés induit l’efficacité de la consolidation de la paix durable.
* Développement des activités de production d’aliments par le développement d’activités sans ou avec peu de pression sur les ressources naturelles (cultures de champignons et apicultures) permet une amélioration des revenus, aliments des ménages sans toutefois compromettre l’équilibre des ressources naturelles.
* Approches d’appui aux initiatives économiques par la mise en place des processus formatifs sur les aspects de développement des plans d’affaires et organisation des concours pour financer les meilleures idées d’affaires innovantes et adaptées aux besoins du milieu induisent un développement des capacités des communautés dans la gestion des initiatives économiques rentables et pérennes.

**Recommandations**

* **A l’état et aux structures étatiques**
* Pour renforcer l’aide légale aux vulnérables et, partant, éviter les conflits sociaux conduisant à une faible réintégration sociale et au manque de paix durable, le Ministère de la justice et Garde des Sceaux devrait de manière visible soutenir les actions des parajuristes.
* Intégrer les actions et interventions des parajuristes dans la planification locale (PCDC).
* Intégrer les leaders communautaires dans les actions d’aide légale et de renforcement du système de réintégration sociale par les clubs d’agents de changement et de paix.
* Développer une synergie des acteurs locaux (associations, VSLA et clubs de paix) pour une réintégration socioéconomique efficace.
* Adopter une approche efficace de maintenance communautaire des infrastructures communautaires.
* **Aux agences de développement et aux parties prenantes**
* Les activités visant le renforcement de la production agricole de subsistance devraient adopter une approche filière en développant tous les maillons de la chaîne de valeur.
* Les projets visant le changement de comportement des communautés devraient être exécutés pendant un délai raisonnable d’au moins 3 ans pour permettre de poursuivre le processus de changement de comportement des bénéficiaires afin d’atteindre l’objectif visé, mais aussi élargir les nombres de bénéficiaires.
* Intégrer des aspects de renforcement économique pour les vulnérables et rapatriés en les intégrant dans les autres groupes communautaires (associations, VSLA) existants et assez matures pour renforcer non seulement les relations sociales mais aussi les relations d’intérêt économique entre rapatriés, vulnérables et autres populations hôtes.
* Considérant le fait que d’autres rapatriés continuent de rentrer et qu’ils n’ont pas pu bénéficier des interventions de renforcement de leur niveau de résilience socioéconomique du fait du projet ce qui compromet leur parfaite réintégration socioéconomique, les acteurs d’aide au développement devraient planifier d’autres interventions en leur faveur e vue d’une consolidation de paix durable.
* Continuer à impliquer le Gouvernement, les services déconcentrés et décentralisés de l’état dans les activités de développement pour faciliter l’appropriation et la durabilité des acquis du projet ainsi que le renforcement des capacités des structures locales en capacité de mobilisation des ressources suffisantes pour assurer la continuité des interventions du projet.
* Pour un programme conjoint, les intervenants devraient harmoniser les approches d’ intervention et de sélection des bénéficiaires ainsi que le paquet de services offerts aux bénéficiaires, le programme conjoint devrait être géré de façon à permettre à chaque intervenant d’ intervenir dans son domaine de compétences mais sur les mêmes bénéficiaires du projet de façon que tous les bénéficiaires puissent avoir bénéficiées de la même manière des interventions du projet.



# **INTRODUCTION**

Ce rapport a été élaboré en vue de l'évaluation finale du «**Projet d’appui à la Réintégration Durable pour une Paix Durable au Burundi** » mis en œuvre conjointement par quatre Agences des Nations Unies, en l’occurrence, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), le Fonds des Nations Unies pour l’agriculture (FAO).

Ledit projet a été mis en œuvre dejanvier 2018 à décembre 2019 dans quatre communes (communes de Gisuru de la province Ruyigi, Giteranyi de la province Muyinga, Kayogoro de la province Makamba et Busoni de la province Kirundo au Burundi) ; ces communes constituent la zone qui a accueilli le plus grand nombre de rapatriés de la crise politique de 2015.

Les activités du projet ont été exécutées en partenariat avec des organisations locales et internationales sous la supervision des quatre agences des Nations Unies mentionnées *in supra*, chacune dans son domaine d’intervention.

Le projet a été financé pour un montant de 3000 000 USD dont 99,9% sont déjà consommés au moment de la présente évaluation.

Ce projet ciblait 49.600 personnes dont des retournés, des déplacés internes et des membres des communautés d’accueil, éparpillés dans la zone d’intervention du projet[[2]](#footnote-2) avec un focus particulier dur les femmes.

La mise en œuvre du projet a privilégié une approche partenariale et de collaboration avec l’administration locale et le ministère de l’Intérieur et de la Formation Patriotique et du Développement Local. D’autres ministères tels que (ii) le Ministère de la Justice, de la Protection Civique et Garde des Sceaux, (iii) le Ministère des Droits de la Personne Humaine, des Affaires Sociales et du Genre (iv), le Ministère de la Jeunesse, des Postes et de Technologies de l’Information, (v) le Ministère de l’Environnement de l’Agriculture et de l’Elevage, le Ministère de la Sécurité Publique ont été impliqués dans la mise en œuvre du projet, notamment à travers leurs entités décentralisées. Les quatre Agences ont également travaillé avec des ONG comme (vi) Food for the Hungry, (vii) Help Channel Burundi (HCB), (viii) SOPRAD-Caritas Ruyigi, (ix) Réseau 2000 plus, (x) COPED, ( xi) Croix Rouge Burundi (CRB), (xii) World vision International (WVI), (xiii) Association des Scouts du Burundi, (xiv) Burundi Incubation Network SPARK, (xv) les barreaux et les partenaires opérationnels du UNCHR (Caritas et JRS).

Les interventions du projet ont été menées dans l’optique d’atteindre deux résultats (i) ***résultat 1 : Accès accru aux droits et services (pour une protection, résilience et cohésion sociale améliorées en vue d'une réintégration durable) et (ii) Résultat 2 : Moyens de subsistance et autosuffisance accrus pour les ménages vulnérables (pour une protection, résilience et cohésion sociale améliorées en vue d'une réintégration durable) avec comme objectif ultime d’Amélioration de la sécurité communautaire et la réintégration socioéconomique durable, cohésion sociale et pour une paix durable au Burundi.***

Le projet disposait d’un cadre de résultats, mais l’équipe d’évaluation a dû reconstruire la théorie du changement (annexé à ce rapport).

La présente évaluation a été commanditée par les quatre Agences des Nations Unies (FNUAP, FAO, UNHCR, PNUD) impliquées dans le projet dans le respect les principes de PBF et couvre la période du projet. Le rapport d’évaluation finale du projet a été préparé par l’équipe de deux consultants après un examen préalable des documents de projet clés, des rapports d'avancement, des politiques, directives et publications périodiques du pays et des Agences des Nations Unies, des entretiens avec les acteurs clés du secteur de la réintégration sociale et de la consolidation de la paix qui ont été impliqués dans le projet, des visites de terrain et une collecte d’informations auprès des bénéficiaires directs du projet. Le présent rapport définitif a pour objet de fournir les résultats de l’évaluation finale en se basant sur les critères de pertinence, efficacité, efficience, impact et durabilité tout en intégrant l’aspect de genre de façon transversale, l’analyse des leçons apprises et bonnes pratiques et la formulation des recommandations pour des interventions futures dans le domaine de la réintégration sociale des rapatriés pour une paix durable au Burundi.

* 1. **CONTEXTE DU PROJET ET JUSTIFICATION DE LA MISSION D’EVALUATION**

Le projet a développé sa logique d’intervention en se basant sur la situation ayant prévalu après la crise de 2015 qui avait provoqué un flux de réfugiés s’exprimant par des déplacements des populations vers les pays de la sous-région, notamment le Rwanda, la Tanzanie, l’Ouganda, et le Kenya. Cette crise a eu un impact négatif sur l’Etat de droit, l’accès aux services sociaux de base tels que la justice, la santé, l’éducation, le logement et l’assistance sociale et les droits des populations vulnérables, plus particulièrement les femmes et les enfants. Des améliorations de l’environnement sécuritaire a été à l’origine des cas de retour des réfugiés. L’implication du gouvernement du Burundi et des acteurs internationaux dans ce processus a facilité et encouragé ce mouvement de rapatriement. Néanmoins, ces retournés se trouvent dans une situation de précarité avec des moyens de subsistance très limités.

La dernière évaluation des besoins humanitaires réalisée par le secteur de la protection du système des Nations Unies au Burundi sur base d’indicateurs clés relatifs à l’accès aux services de protection des survivants et survivantes de violence basée sur le genre, des enfants à risque ainsi que des personnes victimes de déplacement, plus particulièrement les femmes, indiquait un besoin urgent de faire face aux impératifs de protection.

Le présent projet, initié par le HCR, le PNUD, la FAO et le FNUAP, est développé pour contribuer à la consolidation de la paix par un appui à la réintégration durable pour une paix durable au Burundi, au renforcement de la résilience, de la protection et de la cohésion sociale au niveau communautaire dans les principales communes de retour à travers la réintégration durable des populations retournées, déplacées ou rapatriées.

Les interventions de ce projet visaient à (i) renforcer l’accès aux droits et services de protection des rapatriés pour une protection durable, améliorer la cohésion sociale et résilience en vue d’une réintégration durable par le renforcement des capacités des acteurs pour assurer le monitoring de protection et des frontières et améliorer l’environnement de la protection (HCR, PNUD, FNUAP) ; (ii) accroître les moyens de subsistance et auto-suffisance des ménages vulnérables à travers un renforcement des capacités de production agricole et amélioration des niveaux de résilience des ménages vulnérables (FAO) ; (iii) améliorer la cohésion sociale à travers l’amélioration des moyens de subsistance et l’entreprenariat (PNUD, HCR).

Dans le but de dresser les acquis et effets de l’intervention du projet pour apprentissage et capitalisation, un travail d’évaluation finale du projet est commandité par les gestionnaires du projet (FNUAP, FAO, PNUD, UNHCR).

* 1. **OBJECTIF DE L’EVALUATION**

L’objectif de cette évaluation finale est de renseigner sur les résultats atteints, l’efficacité et les effets de l’intervention du projet et analyser les facteurs internes et externes ayant favorisé ou empêché l’atteinte des résultats du projet pour enfin formuler des recommandations liées à ces aspects.

De façon spécifique, cette évaluation va permettre de (i) mesurer le degré de réalisation et d’atteinte des objectifs et résultats du projet, les effets et contributions actuels à la réintégration sociale du groupe cible et des bénéficiaires finaux à la clôture du projet et, (ii) ce faisant, contribuer à la redevabilité envers les bénéficiaires, le bailleur et les parties prenantes ; (iii) dégager les leçons apprises et faire des recommandations pertinentes au niveau de la manière dont le projet a été mis en œuvre, ses stratégies et sa gouvernance, et comment il s’est adapté aux facteurs internes et externes.

* 1. **APPROCHE METHODOLOGIQUE**

La conduite de cette évaluation a procédé à une combinaison de l’analyse quantitative et qualitative. La collecte des données par l’administration des questionnaires et l’interview des leaders communautaires, partenaires d’exécution, des leaders des associations et clubs de paix, des représentants des agents de changement, des conseillers communaux et des bénéficiaires à un niveau représentatif de la population d’étude a permis de recueillir les évidences, les effets ainsi que le niveau d’ atteinte des objectifs du projet. L’étude a tenu compte des différentes catégories sociales des bénéficiaires aussi bien lors de la collecte des données que pendant l’analyse des données.

L’évaluation a appliqué la méthode des critères d’évaluation du Comité d’aide au développement (CAD) de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et s’est conformée aux normes et critères d’évaluation du GENU. L'équité, le genre et les droits fondamentaux ont également été intégrés dans la conception de l'évaluation.

L’évaluation a été conçue pour répondre à trois grandes questions d’évaluation liées à six critères d’évaluation, conformément aux termes de référence de la mission en annexe. Les conclusions de l’évaluation sont présentées selon chaque critère OCDE/CAD. L'évaluation utilise la notation à code de couleur suivante qui indique l'étendue de l'adéquation du projet aux intentions initiales

|  |  |
| --- | --- |
| **A** | Très adéquat / approprié / satisfaisant |
| **B** | Adéquate / appropriée / satisfaisante mais possibilité d'amélioration. |
| **C** | Pas très adéquat / approprié / satisfaisant. Quelques ajustements sont nécessaires. |
| **D** | Pas adéquat / approprié / satisfaisant du tout. Des ajustements majeurs sont nécessaires. |

* **Critère d'évaluation I**-**Pertinence/convenance** : l'évaluation a examiné la pertinence/convenance en termes d'adéquation aux besoins de la population cible, d’harmonisation avec les politiques et stratégies nationales du gouvernement, d’Alignement sur les stratégies, politiques et directives normatives des quatre Agences des Nations Unies (FAO, UNHCR, FNUAP PNUD) et d’autres partenaires de développement/acteurs de la promotion de la réintégration socioéconomique.

* **Critère d'évaluation 2**-**Efficacité** : l'évaluation a examiné l'efficacité à travers les questions d'évaluation suivantes : dans quelle mesure le projet a-t-il produit les résultats attendus en termes d’amélioration de la réintégration sociale des rapatriés au Burundi, d’amélioration de l’accès aux droits et services sociaux, de la production agricole de subsistance et des moyens de subsistance des rapatriés et vulnérables ; dans quelle mesure les structures/institutions de prestation de services ont-elles atteint les groupes ciblés par les interventions : (i) quelles ont été les principales contraintes, (ii) quels sont les facteurs de succès et/ou d'échec? Dans quelle mesure le projet a-t-il traité les lacunes et les faiblesses du système national de la réintégration sociale des rapatriés ? Dans quelle mesure le projet a-t- développé un système de partenariat efficace pour l’effectivité et efficacité des interventions du projet ?
* **Critère d'évaluation 3**-**Efficience** : l'évaluation a examiné l'efficience en termes de rentabilité des interventions, de mesure dans laquelle le projet a optimisé les ressources financières, matérielles et humaines à sa disposition et dans quelle mesure les coûts des interventions ont été efficients pour atteindre les résultats et les produits prévus par le projet.
* **Critère d'évaluation 4**-**Impact/Effets :** la mission d’évaluation a examiné les effets et changements socio-économiques produits par les interventions du projet. Elle a aussi examiné les mécanismes ayant conduit à la multiplication de ces effets ainsi que l’impact des interventions du projet sur la réintégration sociale des rapatriés au Burundi.
* **Critère d'évaluation 5**-**Durabilité, appropriation nationale, pérennisation des actions**: L'étude a examiné la durabilité en termes d'avancées vers un système de développement pérenne de la réintégration sociale des rapatriés. Elle a aussi examiné le niveau de participation des partenaires et autres parties prenantes nationales aux différentes phases du projet ainsi que les facteurs ayant limité ou favorisé l’appropriation, durabilité et pérennisation des acquis du projet.

Pour assurer la validité et la fiabilité des données, des guides d’entretien et des questionnaires d’enquête ont été conçus à l’aide d’une matrice d’évaluation (annexé au rapport). Cela a permis de garantir que tous les aspects du mandat soient inclus. L'évaluation a utilisé une approche de méthodes mixtes et des informations triangulées provenant des différentes sources pour améliorer la fiabilité des résultats.

L'évaluation a eu lieu entre Janvier et Mars 2020. Au cours des missions sur terrain, l’équipe des deux consultants a supervisé l’équipe de collecte des données et a procédé à des entretiens avec les représentants des entreprises sociales, des clubs de paix, des VSLA, des Clubs d’agents de changement, des membres du personnel des quatre communes bénéficiaires situées dans les quatre provinces d’intervention du projet. A chaque fin de journée, l’équipe des consultants et les enquêteurs se réunissaient pour discuter et trianguler les résultats sur la base d'une synthèse des guides d’entretien et des questionnaires. Cela a permis de garantir la fiabilité et la crédibilité des données et des informations collectées. Une nouvelle triangulation des examens de documents et des résultats d’évaluation a été réalisée au cours de la phase de rédaction du rapport.

* + 1. **Phase d’évaluation finale du projet**

L'évaluation a été mise en œuvre en trois phases principales : la phase de démarrage, la phase de mission sur le terrain et la phase de synthèse et de rapport.

* + - 1. **Phase de démarrage et de revue documentaire**

Cette phase a principalement consisté en un examen approfondi et systématique des documents de projet suivants : la proposition de projet initial, (y compris le cadre des résultats et ressources), les rapports d’avancement, le cadre de résultats et ressources, les rapports périodiques, la base de données de l’étude de base, les outils de suivi existants, les documents sur les politiques nationales et les stratégies des Nations Unies (UNDAF). L’Equipe de deux consultants a réalisé des entretiens avec les points focaux des Agences des Nations Unies et leurs partenaires d’exécution, les responsables de suivi évaluation. Sur la base de l'examen des documents et des entretiens préliminaires effectués, la mission d’évaluation a reconstruit une théorie du changement et conçu une matrice d'évaluation (annexe) pour guider le processus d'évaluation. Enfin, l’équipe de consultants a soumis un rapport de démarrage décrivant la méthodologie d’évaluation, l’analyse des parties prenantes, l’échantillonnage et le calendrier des missions sur le terrain ainsi que les outils de collecte des données.

* **Revue documentaire et amélioration du protocole existant**

Cette importante première étape a permis de consulter l'ensemble des documents du projet et autres documents disponibles sur les interventions en matière de Réintégration sociale pour une paix durable et consolidation de la paix durable au Burundi. A travers cette revue documentaire, la mission a effectué un exam documentaire pour vérifier si les interventions déjà réalisées dans le cadre du projet ont conduit à l'accès aux services sociaux de base ainsi qu'à l'amélioration des moyens de subsistance des bénéficiaires. Un examen documentaire des résultats déjà obtenus, des documents du projet et des rapports d'évaluation périodiques (étude de base, rapport d’évaluation participative des besoins des bénéficiaires et identification des bénéficiaires, rapport d’activité des partenaires) a été effectué. Une revue continuelle a été effectuée pour enrichir les résultats de la revue documentaire avec les informations qualitatives et quantitatives collectées sur terrain.

Il est à noter que d'autres documents issus des projets similaires menés dans notre pays ont également été consultés afin d'enrichir les outils de collecte de données. Les documents de stratégies nationales en rapport avec la réintégration et l’amélioration des conditions de vie de la population ont été aussi consultées. Après l'examen des documents, des échanges sur les outils et le cadre méthodologique de l’étude ont été faites avec l’équipe, le cabinet de conseil et les points focaux du projet dans les quatre agences des Nations Unies pour discuter des outils de collecte de données (guide méthodologique, questionnaires, guide d'entretien et discussions de groupes). La question d’échantillonnage a été également discutée.

L’analyse documentaire et l’entretien préliminaire avec les points focaux des quatre agences des Nations Unies (PNUD, UNHCR, FNUAP) membres du consortium d’exécution du projet ont permis de dresser une matrice des questions d’évaluation, un cadre de résultats et une matrice d’analyse de l’efficience ; cette analyse a également permis l’élaboration des guides d’entretiens et questionnaires d’enquête. La revue documentaire a été continue et itérative pour permettre une triangulation des résultats de terrain et d’autres données secondaires disponibles dans les documents existant. Les outils de collecte des données ont été présentés avec le rapport de démarrage et leur validation a permis de procéder à la collecte des données primaires.

* + - 1. **Phase de mission sur le terrain et de collecte des données primaires**
* **Collecte de données qualitatives**

Des entretiens qualitatifs ont été menés avec les personnes clés sous forme d'interviews avec des informateurs clés (KII). Les personnes interviewées se sont recrutées parmi le personnel du projet, les partenaires de mise en œuvre, les leaders communautaires, les chefs de zone, conseillers communaux, les services techniques déconcentrées de l’état, les leaders des associations, les clubs de paix et entreprises sociales.

Huit discussions de groupes des bénéficiaires et quatre focus group des non bénéficiaires ont été réalisés dans les quatre provinces d’intervention. Les outils utilisés faisaient particulièrement référence aux dimensions de genre, telles que les contraintes et facteurs limitant la participation aux actions de renforcement de la réintégration sociale pour les filles par rapport aux garçons et le système patriarcal qui perpétue la limitation des femmes dans l’exercice des activités de renforcement des capacités de leur résilience socioéconomique. Pour s'assurer que les aspects liés au genre soient bien pris en compte, l'équipe a mené des études de cas distinctes pour les filles/femmes et les garçons/hommes bénéficiaires.

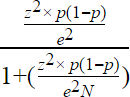
La méthode de cartographie des résultats (outcomes mapping) a été utilisée pour analyser les effets du projet. Qualitativement, une analyse des changements les plus significatifs à travers l'application de la méthode de récolte des résultats ( outcome harvesting Methods ) a été appliquée dans la collecte des impacts socio-économiques et des changements dans les modes de vie, la cohésion et l'intégration sociale.

* **Collecte de données quantitatives**

Lors de ce travail d’évaluation, en plus des données secondaires, des données primaires quantitatives ont été collectées par l’administration de questionnaires à un échantillon représentatif des bénéficiaires du projet aléatoirement sélectionnés. Les données quantitatives ont concerné les niveaux d’atteintes des indicateurs clés du projet, le niveau d’impact et effets sur les bénéficiaires et sur le niveau de réintégration sociale et économique des bénéficiaires du projet dans les quatre communes d’intervention du projet. Les informations permettant l’analyse du niveau d’amélioration des conditions socioéconomiques des bénéficiaires, l’analyse des effets induits attendus et inattendus ainsi que celle des facteurs de succès et d’échec ont été collectées.

* **Echantillonnage quantitatif**

Lors de cette étude, une analyse des effets et acquis des interventions du projet a été réalisée sur un échantillon représentatif des bénéficiaires. La taille de l’échantillon représentatif des cibles de l’étude a été calculée en utilisant la formule de calcul de l’échantillon représentatif. Cette taille de l’échantillon a été calculée en utilisant la formule ci-dessous. Le calcul de la taille de l’échantillon de façon scientifique en faisant référence à la formule ci-dessous a été guidé par le souci de représentativité scientifique de l’échantillon et par le souci de permettre une extrapolation scientifiquement acceptable des résultats de l’enquête à la population de l’étude.



***Taille de l’échantillon=n =***

*Taille de la population = n | Marge d’erreur = e |*

*z-score = z e étant le pourcentage exprimé sous forme décimale (5% =0,05).*

*N = Nombre des bénéficiaires=49600*

*Marge d’erreur =0.05*

*Z = le niveau de confiance =*1,960

P = prévenance de l'indicateur recherché. Dans le cas de cette étude, P décrit la proportion selon laquelle les personnes interrogées ont été impactées positivement par le projet et ont amélioré leur niveau de vie socio-économique, sont socialement intégrées et ont amélioré leur niveau de résilience. Tant que cet indicateur employé, il est généralement recommandé d'utiliser un niveau de 0,5 qui permet une taille d'échantillon maximale.

Et grâce à cette formule, il était prévu de rencontrer 382 bénéficiaires. En utilisant le taux de non réponse de 20%, la taille de l’échantillon a augmenté de 20% et a passé à 420 bénéficiaires

Compte tenu de l'aspect de la représentation géographique, ces 420 bénéficiaires ont été répartis proportionnellement, compte tenu du niveau de concentration géographique des bénéficiaires et de l’Agence des Nations Unies concerné. En outre, le sexe a été pris en compte dans la sélection des bénéficiaires à interroger. L'aspect principal était de faire une répartition proportionnée des bénéficiaires à enquêter par sexe dans les quatre provinces et municipalités du projet.

* + - **Répartition des bénéficiaires enquêtés par provinces et par sexe de bénéficiaire**

Dans l’optique de garantir la représentativité par provinces et par sexe, une méthode d’échantillonnage proportionnée a été appliquée dans la fixation de la taille de l’échantillon par province et par sexe des bénéficiaires à enquêter et un choix raisonné a été appliqué dans la sélection des bénéficiaires à enquêter pour pouvoir respecter la parité hommes / femmes à enquêter.

Tableau 1: Répartition des bénéficiaires enquêtés par provinces et par sexe des bénéficiaires

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Province | commune | Nombre estimé des bénéficiaires | Poids | Taille des personnes à enquêter | hommes | Femmes |
| Kirundo | Busoni | 12400 | 0.25 | 105 | 58 | 47 |
| Muyinga | Giteranyi | 12400 | 0.25 | 105 | 58 | 47 |
| Makamba | kayogoro | 12400 | 0.25 | 105 | 58 | 47 |
| Ruyigi | Gisuru | 12400 | 0.25 | 105 | 58 | 47 |
| Total | | 49600 | 1 | 420 | 231 | 189 |

* + - **Procédure de collecte des données quantitatives**

Les données quantitatives ont été collectées en utilisant des applications en ligne en vue de faciliter le traitement rapide des informations. Chaque fin de journée, les données collectées sous Android étaient transférées vers la plateforme internet Kobo tool box. Comme la saisie des données se faisait sur tablette en utilisant un programme (Open Data Kit) qui contrôle l’étendue des données et la logique des sauts du questionnaire, ainsi que la cohérence interne, l’édition des données comprendra la vérification des étendues, la structure des questionnaires et un ensemble de contrôle de cohérence interne. Toutes les erreurs détectées au cours du processus d’édition étaient corrigées. Une fois que la vérification et l’apurement des données étaient terminés, la base de données nettoyées a permis de dériver les indicateurs pertinents pour comprendre les indicateurs d’impact, efficacité et durabilité du projet.

* + - 1. **Phase d’ analyse des données et rédaction de rapport**

Cette étape a été consacrée à la rédaction du document de rapport provisoire sous le format de Groupe des Nations Unies. Le rapport provisoire a été partagé avec les commanditaires de l’ évaluation pour ses commentaires pour son enrichissement. Le rapport final est rédigé sur base des observations pertinentes émises.

L’équipe de consultants a effectué une analyse du contenu des données qualitatives, une analyse des fréquences, analyse multidimensionnelle, une triangulation, une désagrégation des données et un regroupement des données en thèmes et sous-thèmes, conformément aux critères de l’OCDE-CAD et à la matrice d’évaluation (annexe 2).

* 1. **Éthique**

L’évaluation a été réalisée conformément aux directives pour l’éthique en matière d’évaluation et conformément aux directives de l’évaluation des Nations Unies. La collecte de données primaires pour l'évaluation a été réalisée par l'équipe de consultants et des enquêteurs au moyen d'entretiens face à face avec des parties prenantes sélectionnées, enquête par questionnaire et des focus groups discussions dans les 4 provinces d’intervention du projet. La participation à l'évaluation était volontaire et les participants ont été informés des objectifs de l'évaluation, de la confidentialité et de l'utilisation des données. Les répondants ont émis un consentement oral éclairé avant le début des entretiens. Toutes les informations reçues lors des entretiens étaient anonymes et ne pouvaient donc pas être attribuées à une personne spécifique.

* 1. **Limites**

**L’ équipe d’évaluateur a rencontré quelques défis :**

• Le projet n’a pas identifié le groupe témoin lors de l’évaluation initiale des besoins ce qui a rendu impossible l’utilisation des groupes témoins lors de l’évaluation quantitative. L’équipe des consultants a plutôt utilisé la triangulation des données qualitatives pour mesurer l'effet, tout en combinant certaines méthodes d'évaluation telles que la collecte des résultats et la cartographie des résultats et impacts.

• Afin de préserver la confidentialité du projet et de son évaluation, il n'a pas été possible de former un groupe de référence pour soutenir et guider le processus d'évaluation, en particulier pour examiner les questions de l'évaluation. En l'absence de groupe de référence, l’équipe de consultants s'est appuyé sur les informations communiquées par les acteurs clés, les bénéficiaires, informations sur les histoires de changement et de succès mais aussi sur des questions sur la situation d’avant-projet.

# **RESULATS DE L’ EVALUATION**

|  |
| --- |
| A |

* 1. **CRITERE D'EVALUATION 1 – PERTINENCE DU PROJET ET DES RESULTATS**

En évaluant la pertinence du projet, l’équipe d’évaluation a examiné dans quelle mesure les objectifs, le ciblage, le choix des activités et les mécanismes de réponse étaient ;

* adapté au contexte et approprié au contexte du pays,
* Adapté aux besoins de la population cible
* Aligné sur les politiques et stratégies nationales du gouvernement du Burundi
* Aligné sur les stratégies, politiques et directives normatives des agences des Nations Unies ayant exécutés le projet ( FNUAP, FAO, PNUD, HCR)
* Aligné sur d'autres partenaires de développement / acteurs développement local, réintégration sociale et amélioration des conditions de vie des ménages ( autonomisation , renforcement économique et sécurité alimentaire des ménages).
  + 1. **Analyse Corrélation du projet au contexte du pays et priorités nationales et des Agences des Nations Unies en termes de consolidation de la paix**

Le projet d’appui à la réintégration sociale pour une paix durable s’inscrit dans la ligne des priorités et stratégies nationales. Les différents documents de stratégies nationales comme le PND 2018-2027; la stratégie nationale pour la réintégration nationale, Vision Burundi 2025, ODD parle de la cohésion sociale, développement durable, économie résiliente.

Les interventions du projet s’aligne à la stratégie Nationale de Réintégration Socio - Economique des Personnes Sinistrées au Burundi ; Document de la Stratégie révisée sur la base des Solutions Durables[[3]](#footnote-3).

Les activités HIMO pour la mise en place des courbes de niveau et de reboisement s’alignent aux directives nationales de protection de l’environnement et PND 2017-2028 dans son orientation stratégique 3.

La réhabilitation des pistes rurales et l’octroi des kits scolaires aux élèves rapatriés s’alignent avec la PND 2017-2028 dans ses orientations stratégiques de développement humain. De plus, les appuis aux AGR et renforcement de la création des entreprises sociales sont des mécanismes de protection sociale alignée à la stratégie nationale de protection sociale.

Le projet s’aligne aux directives nationales de renforcement de l’unité nationale édictée dans la constitution nationale ; renforcement d’une économie résiliente objective ultime de PND 2017-2028 , et renforcement de l’état de droit et protection sociale socle de la stratégie d’aide légale et de la protection sociale au Burundi. De plus, les actions de renforcement des moyens d’existence des bénéficiaires par le renforcement des capacités de production (financement de l’agriculture, culture de champignons et apiculture) cadre avec la vision et orientation stratégique du secteur agricole au Burundi (PNIA 2016-2020). Les interventions du projet étaient orientées à l’amélioration de la participation des rapatriés et autres groupes vulnérables dans la vie communautaire et publique.

Des séances d’animation culturelle et l’intégration des différents groupes de la communautés (rapatriés, déplacés internes et résidents) dans les différentes activités dont les chantiers de paix, animations culturelles, et clubs de paix ont permis de réduire les échanges des injures et autres intimidations que subissaient les rapatriés et qui négativement impactés la cohésion sociale et la paix durable dans les communautés. Le développement des entreprises sociales s’aligne aux nouvelles tendances de développement de l’économie sociale et solidaire spécifié dans les lois sur les ASBL et coopératives.

Le projet a induit une mise en place de 112 parajuristes dans les 4 collines pilotes des 4 communes dans les spécifications de la politique sur l’ aide légale au Burundi. De plus, l’offre des services judiciaires, d’appui conseil, orientation et d’avocats aux vulnérables s’alignent au cadre stratégique d’aide légale au Burundi.

Le projet a permis l’implication effective des Agences de Nations Unies HCR, FNUAP, FAO PNUD de mener des interventions via leurs partenaires d’ exécution qui ont contribué à renforcer l’ autonomisation des vulnérables, l’accumulation du capital par le développement des AGR, et transferts des revenus par les travaux HIMO, l’ amélioration de l’ accès aux services sociaux de base ( accès à l’ éducation suite aux kits scolaires distribués, accès à l’ aide légale par le développement de l’ offre de services juridiques par les barreaux , l’ amélioration de l’ accès physiques aux aliments par le renforcement des capacités de production agricole). Ces interventions s’ alignent aux stratégies de ces agences ( UNDAF ) et concourent à l’ amélioration des conditions de vie des vulnérables. En effet, ces interventions induisent à une réduction des conflits sociaux, amélioration du niveau de bienêtre social et communautaire et un renforcement des relations sociales qui sont les socles de la consolidation de la paix durable.

* + 1. ***Analyse de la prise en compte des enseignements tirés d’autres projets pertinents dans la conception du projet***

Le projet a développé ses interventions sur des acquis des interventions ultérieures et a pu corriger les lacunes que des interventions antérieures avaient encourues. Les lacunes corrigées ont été la non intégration de la population hôte dans les interventions du projet telles que l’accès aux semences et autres intrants, autonomisation économique, clubs de paix, création des VSLA, le mixage des interventions humanitaires et d’ appui au développement pour renforcer la résilience socioéconomiques des ménages et lutte contre l’esprit de dépendance qui entravaient beaucoup la réussite des interventions visant le renforcement socio-économique des bénéficiaires par des appuis directs aux populations vulnérables.

* + 1. ***Analyse du niveau de rationalité et de pertinence dans la sélection des partenaires opérationnels et institutionnels et de la prise en compte des perspectives des personnes clés dans le processus de conception et la mise en œuvre du projet***

Le projet a identifié des partenaires opérationnels et actifs. Les partenaires ont été identifiés tenant compte de leur niveau de compétences et les capacités techniques, opérationnelles et organisationnelles mais par leur niveau de performance dans les interventions similaires antérieures.

Il est signalé que les partenaires locaux identifiés étaient des organisations locales ou internationales avec des compétences spécifiques aux domaines d’intervention. Le domaine de sécurité alimentaire et résilience fut approprié par Help Channel, food for the hungry, réseau Burundi 2000, SOPRAD Caritas Ruyigi, et le domaine de renforcement de la cohésion sociale par les agents de changement et dialogue et évènements communautaires fut confié à COPED , et le domaine d’ aide légale fut confié aux spécialistes d’ offre des services juridiques , le barreau , tandis que le domaine de l’ autonomisation fut confié à JRS qui exécutait d’ autres projets similaires, le domaine de renforcement économique par la création des business fut confié à BBIN SPART dont leur expertise s’ aligne à l’ accompagnement des entreprises sociales et business, tandis que le domaine de Travaux HIMO fut confié aux ASB et WVI qui sont aussi parfaitement impliqué dans divers aspects d’ encadrement des actions de protection sociale.

Le mode de sélection basé sur la soumission des microprojets a permis aux partenaires de dévoiler leurs capacités de compréhension de la logique d’ intervention du projet et d’ une conception assez adaptée des activités à mener en fonction de la théorie de changement du projet. Mais il est remarqué que les agences des Nations Unies en consortium n’ ont pas procédé à des diagnostics des capacités organisationnelles des partenaires d’ exécution pour détecter leur compétences d’ action

Le projet a initié une participation de l’administration centrale ( direction de rapatriement du ministère de l’ intérieur et de la formation patriotique, et locale par l’implication des conseillers sociaux chargés des affaires sociales et administratives dans la commune ou le CTD. Le projet a été initié par une analyse participative des besoins des bénéficiaires faites avec la participation des structures gouvernementales actives dans la réintégration sociale et l’ administration locale. De plus, des réunions avec les autorités locales ( gouverneurs et administrateurs communaux de la zone d’intervention ) a permis la prise en compte de l’expertise locale dans la conduite et la planification des interventions du projet.

L’intervention du projet a privilégié les ressources locales dans la mobilisation et sensibilisation. L’ implication du conseiller social et administratif dans la dispense des modules a induit une valorisation des savoirs locaux dans la mise en œuvre des interventions du projet.

Le projet a privilégié l’implication de l’administration locale dans la réunion et sensibilisation, mobilisation et dans la sélection .

* + 1. ***Analyse de la pertinence de l’approche choisie et les moyens et méthodes utilisés pour atteindre ces objectifs du projet***

Le projet a combiné l’ approche humanitaire et développement( =Nexus développement humanitaire) pour renforcer le niveau économique et la participation citoyenne des bénéficiaires. Ces approches ont induit des changement palpables dû à la possibilité d’ accompagnement des bénéficiaires pour un changement de comportement et un développement des initiatives génératrices de revenus en association impliquant les couches de la communauté qui se considéraient comme ennemis, situation qui entravaient la cohésion sociale. Par ces approches ,le projet a pu maintenir l’ intérêt économique et social des bénéficiaires et partant la consolidation des liens communautaires entre la population.

**Mais la multitude des approches de renforcement de la résilience et cohésion sociale pour des bénéficiaires différemment choisis dans une même communauté mais dont les dividendes immédiates et palpables différent a induit une perception d’ injustice chez les bénéficiaires dont les dividendes étaient purement sociaux tel que les agents de changement et membres de clubs de paix. En effet, ces derniers considèrent les bénéficiaires des travaux HIMO comme les plus favoris et sentent une injustice dans le choix des bénéficiaires**.

Le projet a identifié des partenaires locaux actifs dans les communautés ( ASB, COPED, Réseau Burundi 2000 ; SOPRAD Caritas Ruyigi) actifs dans les zones d’ intervention ayant un cachet communautaire et une expertise dans les domaines d’ intervention leur attribués. De plus, le choix de barreau comme partenaire dans l’ offre des services sur l’ aide légale a permis une efficience et efficacité de la fourniture des services de protection et d’ aide légale. Le projet a privilégié une approche participative et une identification des besoins adaptées aux contextes du milieu. L’ implication de l’ administration centrale et locale a induit une amélioration de l’ efficacité. Il est signalé que par l’ approche desensibilisation sur la cohésion sociale par des évènements participatifs ( sketch , théâtres, jeux concours ), la mise en place des agents de changement identifiés par la communauté et inclusifs (population hôte et rapatriés, femmes et hommes ) , l’ approche de concours de meilleur plan d’ affaire et le développement des AGR dans les associations sont des méthodes qui ont été adaptés aux contextes.

1. *Mais une analyse de l’ approche de mise en œuvre du projet révèle que le déroulement de la mise en œuvre des activités du projet conjoint n’ a pas permis une complémentarité des approches. Chaque Agence a procédé à un ciblage de ses bénéficiaires, et a développé ses interventions en se fiant des approches et interventions des autres agences bien qu’ intervenant dans la même commune.*
2. *Au lieu de créer des nouveaux organes et structures communautaires ( Associations , entreprises sociales, VSLA , clubs des agents de santé, …) le projet devrait orienter ses forces sur des structures et organisations communautaires déjà implantées dans la localité et induire les aspects d’intégration des rapatriés et vulnérables et profiter de savoir-faire et bonnes pratiques déjà produits par les interventions antérieures.*
3. *Le projet devriez aussi mis son importance sur les échanges d’ expériences avec les autres acteurs et aussi développer ses interventions en se basant sur des bonnes pratiques des interventions antérieures.*
4. *Le projet devriez mener des approches de coordination des interventions au niveau communale et une harmonisation des approches d’ identification des s, et d’ intervention par les 4 agences des nations unies ( FNUAP, UNHCR, PNUD, FAO).*

* + 1. **Analyse de la pertinence de la composition de l’équipe du projet**

L’équipe du projet était composée d’un point focal dans chaque agence des Nations Unies. Le développement d’ un système partenarial a permis d’exploiter des ressources disponibles dans les organisations locales à moindre coût et à un niveau d’ efficience et efficacité élevé. Il est aussi observé que des ressources des organisations intervenaient de façon spécifique pour l’accomplissement des activités du projet , ce qui a induit à une performance et taux d’ exécution des activités du projet assez appréciable.

* + 1. **Résumé des principales constatations sur la pertinence**

Le projet est aligné aux politiques nationales de développement économique comme le PND 2018-2027, UNDAF 2010-2023, vision 2025 et les politiques sectorielles de la stratégie nationale de l’ aide légale, stratégie nationale sur la réintégration, Plan National d’ Investissement Agricole 2016-2020 mais aussi aux contextes socioéconomiques du pays et des communautés des bénéficiaires,. Les interventions du projet ont induit des réponses aux besoins du groupe cible et ont été développés en se basant sur les besoins identifiés auprès des bénéficiaires lors de l’ étude de base. De plus, la mise en exécution du projet a été basé sur des appels à projet des partenaires locaux ce qui a permis une sélection des interventions cadrant avec la logique et les priorités stratégiques du pays et des agences des nations unies. Le projet a développé ses interventions sur des acquis des interventions ultérieures et a pu corriger les lacunes que des interventions antérieures avaient encourues. Le projet a développé des interventions en prenant en compte l’ aspect genre, Des quotas d’ effectifs des femmes bénéficiaires ont été bien fixés et clarifiée dans le projet.

Le système de suivi évaluation avait développé un système de rapportage permettant de désagréger les données par sexe. De plus, le rapportage financier a pris en compte de déterminer le ratio des coûts des activités spécifiques pour les femmes et filles dans le budget total des activités du projet. 31,1% du budget des activités avec composante genre est alloué aux actions directes au genre. 52% des bénéficiaires directes du projet sont des femmes, ce qui montre une prise en compte de l’ aspect genre dans la sélection des bénéficiaires bien que pour certaines activités, les quotas de femmes bénéficiaires idéalement fixés n’ ont pas été respecté dans la mise en œuvre.

Les partenaires ont été identifiés tenant compte de leur niveau de compétences et les capacités techniques, opérationnelles et organisationnelles , assises communautaires mais par leur niveau de performance manifestée lors des interventions similaires antérieures.

Le projet a adopté des approches pertinentes combinant l’ approche humanitaire et développement pour renforcer le niveau économique et la participation citoyenne des s. Ces approches ont induit des changement palpables dû à la possibilité d’ accompagnement des bénéficiaires pour un changement de comportement et un développement des initiatives génératrices de revenus en association impliquant les couches de la communauté qui se considéraient comme ennemis, situation qui entravaient la cohésion sociale. Par ces approches ,le projet a pu maintenir l’ intérêt économique et social des bénéficiaires et partant la consolidation des liens communautaires entre la population. La répartition budgétaire était pertinence par rapport aux résultats attendus et aux contextes avec 56% du budget pour le résultat 1 et 32% pour le résultat 2 mais une augmentation du coût opérationnel de 71,14% est observé suite de suspension des activités des ONG pendant au moins trois mois.



|  |
| --- |
| B |

* 1. **CRITERE D'EVALUATION 2 : *EFFICACITE DU PROJET***

L’évaluation de l’efficacité du projet s’est focalisée sur l’analyse du niveau de performance du projet en termes de réalisation des produits et effets, les facteurs de succès ou d’échecs, l’efficacité des stratégies de partenariat, et de pilotage du projet.

* + 1. ***Analyse du niveau de réalisation des principaux produits et activités aux effets de la consolidation de la paix***

# Tableau 2 : indicateur du niveau de réalisation des produits du projets

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Résultat | Produit | Indicateur | Base de donnée | Cible de fin de projet | progrès actuel de l' indicateur | Taux d'achevement |
| Résultat 1 Accès accru aux droits et services (pour une protection, résilience et cohésion sociale améliorées en vue d'une réintégration durable) | produit 11: renforcement des capacités d' observation des frontières et de la protection pour un environnement de protection renforcée | Indicateur 111 Nombre de rapports consolidés de surveillance des frontières | 0 | 18 | 18 | 100% |
| Indicateur 112 Nombre de policiers et d'autorités locales formés | 0 | 40 | 40 | 100% |
| Nombre de cas de protection présentés et référés | 0 | 180 | 28 | 16% |
| Produit 12 Accès aux services sociaux de base (pour une protection, résilience et cohésion sociale améliorées en vue d'une réintégration durable) | Indicateur 121 Nombre de bénéficiaires impliqués dans les évaluations participatives | 0 | 200 | 200 | 100% |
| Indicateur 122bénéficiairesde l'aide légale | 0 | 4000 | 4000 | 100% |
| Nombre de participants des groupes de discussion et à des séances d'information et de sensibilisation | 0 | 2000 | 2480 | 124% |
| Indicateur 1.2.4 b Nombre de survivants hébergés dans des refuges | 0 | 6 | 56 | 933% |
| Indicateurs 1.2.4c kits de dignité distribué | 0 | 2000 | 2100 | 105% |
| Résultat 2 Moyens de subsistance et autosuffisance accrus pour les ménages vulnérables (pour une protection, résilience et cohésion sociale améliorées en vue d'une réintégration durable) | produit 22 Appui aux moyens de subsistance et à la cohésion sociale à travers l'entreprenariat | Indicateur 221 Nombre de projets  de réhabilitation réalisés | 6 | 10 | 10 | 100% |
| Nombre de QIPs réalisés | 0 | 8 | 8 | 100% |
| Indicateur 222 Nombre de bénéficiaires employés, y compris à court terme | 1200 | 1840 | 2099 | 114% |
| performance globale du projet | | | | | | 115.59% |

L’ analyse du taux de réalisation des activités du projet montre une meilleure performance globale du projet. En effet , le taux de réalisation des activités planifiées et d’ atteinte des indicateurs de processus du projet est de 115.59%, le taux d’achèvement est plus faible pour le cas de victimes en besoin de protection référées. Ce niveau de performance est lié à une amélioration de la situation de protection communautaire des rapatriés et une amélioration de l’ accès aux droits mais aussi une amélioration des mécanismes de conciliation communautaires et de résolution pacifique des conflits qui ont induit une réduction notable de cas de violations de droits des vulnérables. En effet , les caravanes juridiques et la mise en place des parajuristes dans les communautés ont permis une amélioration des connaissances des procédures juridiques et des lois ce qui a induit la réduction à la possibilité de violations des droits des vulnérables qui autrefois étaient beaucoup plus liés à la méconnaissance des populations en matière juridique et à l’ absence des services d’ aide légale.

* + 1. **Analyse de la corrélation des produits aux besoins des bénéficiaires et efficacité du projet dans la consolidation de la paix**

L’intervention du projet a permis d’apporter des réponses aux besoins identifiés et aux problèmes que hantaient la cohésion et la paix dans les communautés cibles.

* + - 1. **Analyse de la corrélation du Produit 1.1 : Les capacités des acteurs sont renforcées pour assurer le monitoring de protection et des frontières en vue d’améliorer l’environnement de la protection (HCR) aux besoins des bénéficiaires**

En effet par le renforcement du système de monitoring de protection et des frontières en vue d’améliorer l’environnement de la protection (HCR), le projet a apporté une réponse aux problèmes d’ accès à la justice identifiés dans les besoins dont les rapatriés faisaient face au début du projet. En effet, 75,9% des enquêtés (89,3% pour les femmes et 79,3% pour les hommes) ont signifié qu’ils avaient des problèmes d’accès à l’aide légale. L’intervention du projet a permis une réduction de 60,5% le taux d’exposition aux problèmes d’accès à l’ aide légale. Cette proportion est de 70% pour les femmes. Les conflits familiaux entre résidents et rapatriés ont diminué de 41,7% et de 52,8% pour les femmes. Le taux d’ exposition aux conflits fonciers a diminué de 63,4% et 70% pour les femmes.

# Tableau 3 : Evolution des problèmes entravant la cohésion sociale et la paix dans les communes dans la zone du projet

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Types de problèmes entravant la cohésion sociale et la paix dans les communes | Avant l’ intervention du projet | | | Après intervention du projet | | | variation d' exposition aux problèmes | | |
| **Femme** | **Homme** | **Total** | **Femme** | **Homme** | **Total** | **Femme** | **Homme** | **Total** |
| Non accès équitable aux services d’ aide légale, juridiques et judiciaires par les rapatriés | **89.3%** | **79.3%** | **75.9%** | **26.8%** | **33%** | **30%** | -70.0% | -59% | -60.5% |
| Conflits fonciers | **63.30%** | **43.70%** | **51.7%** | **19.0%** | **18.9%** | **18.9%** | -70.0% | -56.8% | -63.4% |
| Conflits familiaux entre résidents et rapatriés | **71.30%** | **59.70%** | **61.1%** | **33.7%** | **37.2%** | **35.6%** | -52.8% | -37.7% | -41.7% |

* + - 1. **Analyse de la corrélation du Produit 1.2: L’accès aux services sociaux de base pour une réintégration durable des retournés et la cohésion sociale est amélioré au niveau communautaire (HCR, PNUD, FNUAP) aux besoins des bénéficiaires**

Le produit qui visait le renforcement de l’accès aux service sociaux de base cadre avec les différentes orientations sectorielles de la protection sociale, stratégie nationale de la réintégration et PND 2017-2028 mais est cohérent avec les besoins en soins de santé, scolarisation, alimentation et revenu qui entravaient le bienêtre des populations vulnérables et les rapatriés et qui dans certains cas entraînaient des conflits sur les ressources ( conflits fonciers, cas de vol, conflits familiaux ) et induisaient à une déchirure des tissus sociaux et communautaires.

En effet, 93,7% des enquêtés (99% des femmes et 87% des hommes) étaient confrontés avant l’intervention du projet aux problèmes de cohabitation non pacifique entre les résidents et rapatriés. L’intervention du projet a induit une amélioration de la cohabitation pacifique à plus de 63,6% selon la perception des enquêtés . Ce taux est de 68.7% pour les femmes.

# Tableau 4 : Evolution de la situation de cohabitation dans la zone du projet

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Types de problèmes entravant la cohésion sociale et la paix dans les communes | Avant l’ intervention du projet | | | Après intervention du projet | | | variation d' exposition aux problèmes | | |
| **Femme** | **Homme** | **Total** | **Femme** | **Homme** | **Total** | **Femme** | **Homme** | **Total** |
| Mauvaise cohabitation entre population hôte et rapatriés | **99%** | **87%** | **93.7%** | **31.0%** | **36.6%** | **34.1%** | **-68.7%** | **-57.9%** | **-63.6%** |

* + - 1. **Analyse de la corrélation du Produit 2.1 : L’amélioration des moyens de subsistance à travers des activités agricoles est renforcée (FAO) aux besoins des bénéficiaires**

Les interventions qui visaient l’ amélioration des moyens d’ existence et de l’ accès à la sécurité alimentaire et l’ amélioration des capacités de génération des revenus des ménages répondaient aux besoins et problèmes que les bénéficiaires encouraient avant l’ intervention du projet. En effet, l’ enquête des bénéficiaires a révélé que 79,3% des bénéficiaires avaient un problème d’accès aux aliments par manque de moyens financier . Cette proportion était de 83,7% pour les femmes et 69,3% pour les hommes. La situation d’ après projet montre que le taux d’ exposition aux problèmes d’ accès financiers aux aliments a diminué de 44.9% et de 36.7% pour les femmes.

95% des bénéficiaires (99% pour les femmes et 91% pour les hommes ) avaient un problème d’accès aux ressources de production. La situation d’après projet révèle que l’ exposition aux problèmes de manque de capital a diminué de 46.2% pour tous les bénéficiaires et de 42.9% pour les femmes.

# Tableau 5 : Evolution de la situation d’ accessibilité alimentaire des bénéficiaires du projet

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Types de problèmes entravant la cohésion sociale et la paix dans les communes | | Manque d’ accès financier aux aliments | Faible accès aux ressources de production ( pour les vulnérables et rapatriés ) |
| Avant l’ intervention du projet | **Femmes** | **83.70%** | **99%** |
| **Hommes** | **69.30%** | **91%** |
| **Total** | **79.30%** | **95%** |
| Après intervention du projet | **Femmes** | **53.00%** | **56.50%** |
| **Hommes** | **36.10%** | **46.70%** |
| **Total** | **43.70%** | **51.10%** |
| variation d' exposition aux problèmes | **Femmes** | **-36.70%** | **-42.90%** |
| **Hommes** | **-47.90%** | **-48.70%** |
| **Total** | **-44.90%** | **-46.20%** |

* + - 1. **Analyse de la corrélation du Produit 2.2 : L’amélioration de la cohésion sociale à travers l’amélioration des moyens de subsistance et l’entreprenariat est renforcée (PNUD, HCR) aux besoins des bénéficiaires**

Les interventions du projet ont amélioré les capacités d’investissement et de génération des revenus. Les résultats de l’ enquête des bénéficiaires ont montré que 67,5% des bénéficiaires éprouvaient des difficultés de générer des revenus (79,1% femmes),la situation d’ après projet montre que les difficultés de générer des revenus ont diminué de 38.3% pour tous les bénéficiaires et 47,7% pour les femmes bénéficiaires.

79,1% des bénéficiaires stipulaient que la pauvreté induisait à une réduction de la cohésion sociale ( 85,1% des femmes ), et la situation d’ après projet a montré que le taux de pauvreté des bénéficiaires a diminué de 23.5% pour tous les bénéficiaires et de 26.8% pour les femmes bénéficiaires.

# Tableau 6 : Evolution de la situation de pauvreté des bénéficiaires

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Types de problèmes entravant la cohésion sociale et la paix dans les communes | Avant l’ intervention du projet | | | Après intervention du projet | | | variation d' exposition aux problèmes | | |
| **Femmes** | **Hommes** | **Total** | **Femmes** | **Hommes** | **Total** | **Femmes** | **Hommes** | **Total** |
| Manque de source de revenus | **79.10%** | **73.10%** | **67.50%** | **41.40%** | **41.90%** | **41.7%** | **-47.70%** | **-42.70%** | **-38.30%** |
| Pauvreté | **85.10%** | **71.70%** | **77.30%** | **62.30%** | **56.60%** | **59.2%** | **-26.80%** | **-21.00%** | **-23.50%** |

* + 1. **Analyse des facteurs favorables ou défavorables ayant contribué à la réalisation ou à la non- réalisation des produits et résultats attendus du programme de pays de consolidation de la paix**
* **Facteurs ayant contribué au renforcement de capacités d’observation des frontières et de la protection des rapatriés et des vulnérables** 
  + Le partenaire impliqué dans le monitoring détient une expertise et professionnalisme sans précédent et le système de monitoring développé est orienté vers la conception et fourniture des réponses appropriés aux victimes.
  + L’ implication des services déconcentrés ( PAF) et les services experts du domaine de droit ( barreau) a induit une appropriation des processus monitoring des frontières et développement de l’ offre des services adaptés aux besoins des bénéficiaires.
* **Les facteurs ayant contribué à la réalisation effective du renforcement de l’ accès aux services de soutien de base pour la réintégration durable des rapatriés et la cohésion sociale au niveau communautaire** 
  + L’ analyse initiale des besoins des bénéficiaires a permis au projet de conception des interventions adaptées aux besoins du groupes cibles
  + L’ implication de l’ administration locale et centrale (DGRRR, administration communale) a permis une mobilisation effective de population à la cause du projet
  + L’ adoption d’ une approche partenariale avec des acteurs à assise communautaire ( ASB) et ayant une expertise dans le domaine d’ intervention ( Réseau Burundi 2000, HCB, SOPRAD Caritas Ruyigi,Food for Hungry pour la sécurité alimentaire et résilience,  SPARK/BBIN pour la création et accompagnement dans la création d’ AGR , World Vision et ASB pour les travaux cash for work) a permis une réalisation des produits en utilisant une expertise professionnelle et une connaissance communautaire.
  + Le projet a adopté l’appui aux initiatives locales en finançant la réalisation des interventions préalablement identifiés dans les Plans Communaux de Développement Communautaire PCDC  (QIPS identifiés et financés répondaient aux priorités locales identifiées dans les PCDC)
  + Le projet a adopté une approche de cohésion sociale en intégrant la population hôte qui ont dû travailler et interagir avec les rapatriés pour créer des relations sociales dans toutes les activités du projet.
* **Les facteurs ayant contribué au renforcement de l’augmentation des moyens de subsistance et de l’ autonomie.**
  + Le projet a adopté une approche de préparation des bénéficiaires par des formations sur les modules de gestion financière et identification des opportunités d’AGR avant de débloquer la somme épargnée lors des travaux HIMO.
  + L’ adoption de l’ approche concours pour les meilleurs plans d’ affaire a permis aux bénéficiaires de bien analyser le marché et les secteurs porteurs.
* **Les facteurs ayant contribué à la réalisation effective du renforcement des capacités de production agricole de subsistance** 
  + Le projet a initié des productions d’ aliments et de produits alimentaires écologiques et ne demandant que très peu de matière première ou d’ espace pour sa production , l’ appui à la culture des champignons et l’ apiculture permet une production des produits alimentaires et vendables sans pour autant faire la compétition en termes d’ occupation des terres cultivables avec les autres cultures vivrières.
  + L’approche de distribution d’intrants agricoles par l’organisation des foires a permis aux bénéficiaires d’ avoir une multitude de choix d’intrants agricoles adaptés à leur besoin.
* **Les facteurs ayant contribué à la réalisation effective du renforcement des moyens de subsistance et à la cohésion sociale par la promotion de l' entreprenariat.**
  + L’ innovation de FNUAP de combiner l’ approche sociale au renforcement économique des bénéficiaires par la création des VSLA des agents de changement et membres des clubs de paix a permis de renforcer la présence et la visibilité des agents de changement mais aussi la légitimité économique et sociale dans leur communauté.
    1. **Facteurs ayant négativement impacté la réalisation effective des produits du projet**
  + La durée du projet a remis en cause l’accompagnement effectif des entreprises sociales ,associations , VSLA des clubs de paix créées dans le cadre du projet.
  + Le projet a utilisé des approches variées en identifiant dans les mêmes communes plusieurs catégories des bénéficiaires qui bénéficient des interventions diverses et parfois avec une tendance à la démotivation de certains bénéficiaires. En effet, les agents de changement et membres de clubs de paix se sentent lésés de pourquoi n’ ayant pas bénéficié des travaux HIMO et d’ appui à la création d’ entreprises sociales ou appui aux intrants agricoles alors que le projet était financé par le même bailleur PBF, ce qui remet en cause d’ une certaine manière la cohésion sociale.
  + Manque de coordination des interventions locales, le projet bien qu’ ayant financé par le même bailleur n’ a pas instauré un cadre local de coordination des actions et de mutualisation des acquis du projet.
    1. **Analyse du niveau d’efficacité de la stratégie de partenariat d’UNDP, UNHCR, FAO, FNUAP**

L’ approche partenariale adoptée dans le projet a permis une performance globale très appréciable. L’identification des partenaires par des appels d’offre a permis d’identification des partenaires opérationnels dans le domaine d’ intervention intéressés par le projet , ayant des capacités techniques et organisationnelles pouvant permettre une réalisation des activités du projet à moindre coût et de façon performante .

* + 1. **Facteurs ayant induit à l’efficacité ou à l’inefficacité ?**
       1. **Les facteurs ayant induit au renforcement de l’efficacité du projet**
* L’ organisation des revues périodiques du projet impliquant tous les acteurs du projet a permis une adaptation et un cadrage continuel des interventions du projet aux besoins dynamiques des bénéficiaires et aux exigences contextuelles ;
* La mise en place des points focaux de l’ administration centrale et locale a permis l’ implication des acteurs locaux dans la réalisation des objectifs du projet.
* L’ approche partenariale par des acteurs locaux ( partenaires d’ exécution )
* L’ approche de suivi participatif avec les autorités locales et centrale
  + - 1. **Les facteurs ayant induit au renforcement de l’inefficacité du projet**
* La non mutualisation des interventions dans la commune par les différentes Agences des Nations Unies et ses partenaires ( FNUAP, PNUD, FAO et UNHCR)
* Manque d’harmonisation des approches d’ intervention au niveau communautaire
  + 1. **Analyse des domaines selon le niveau de performance** 
       1. **Les domaines dans lesquels le projet a enregistré des meilleures performances**
* Le projet a permis une implication effective des agents de changement dans la résolution pacifiques des conflits et dans la consolidation des relations sociales.
* La création des entreprises sociales ( associations des cultivateurs de champignons et apiculteurs ) a permis un renforcement de la production des produits alimentaires de façon écologique sans pour autant faire la pression sur les autres ressources utilisées dans la production agricole.
* L’organisation des compétitions de projet d’ affaire a induit un esprit entrepreneurial et a renforcé l’ esprit d’ amélioration de la productivité des acteurs qui ont bénéficié des AGR.
* Les travaux cash for work ont non seulement permis l’ amélioration de la vie communautaire et communale par le renforcement de l’ accès à l’ emploi en réduisant le sous-emploi et transfert de revenus aux bénéficiaires, de plus ces travaux ont permis de financer et exécuter des travaux prioritaires identifiés comme priorités locales dans les PCDC.
* Les QIPS ont permis de financer des besoins locaux induisant une amélioration des conditions de vie de la population locale. En évidence, la réhabilitation des lieux d’ aisances de l’ hôpital Gisuru, le projet a permis une amélioration des conditions d’hygiène et assainissement de l’ hôpital mais aussi a permis à l’ hôpital d’ améliorer son niveau de revenu net. En effet, les services de vidange des anciennes latrines qui devraient être payés tous les 3 moins entraînaient un coût financier de vidange de plus de 70 000 francs Burundais par trois mais aussi une odeur nauséabonde qui pouvaient durer en moyenne deux jours causant quelques fois des maladies.
* Le système de monitoring mis en place par le HCR a permis une réelle identification des besoins des bénéficiaires qui ont permis une formulation des réponses adaptés aux besoins des bénéficiaires.
  + - 1. **Comment le projet peut approfondir ou développer ces résultats  à meilleurs performances**

**Pour approfondir les résultats obtenus par l’intervention du projet, il est recommandable :**

* Qu’il y a plus d’ action de renforcement des structures communautaires créés (VSLA des CACC,  associations des producteurs de champignons, et apiculteurs, entreprises sociales, comité de gestion des infrastructures appuyées ) dans le domaine de gouvernance et d’analyse des situations pour les doter des capacités de développer des réponses adaptées aux besoins et conditions communautaires et du milieu.
* Que des mécanismes de renforcement de la cohésion sociale et réintégration des rapatriés et autres groupes vulnérables soient opérés par une approche d’ intégration de ces groupes dans les **structures communautaires et groupements communautaires** assez matures et actives dans la communauté qui ont déjà une base solide en matière de gouvernance et de légitimité communautaire. Cela permettra de renforcer l’ efficacité de renforcer les capacités économiques et sociales des bénéficiaires, mais aussi éviter la création des groupements opportunistes entravant la durabilité des acquis.
* Développer une approche filière pour le développement des Produits forestiers non ligneux et le miel dans le but de renforcer la résilience communautaire et alimentaire des ménages bénéficiaires.
* Développer un système de coordination locale des approches d’ intervention des actions des acteurs d’exécution et une échange d’ expérience et partage de bonnes pratiques continues.
  + - 1. **Les domaines dans lesquels le projet a enregistré des faibles performances**

La distribution tardive des kits et appuis pour les AGR du domaine agricole a impacté sur la mise en œuvre des AGR agricoles appuyés de plus le temps alloué au projet n’ a pas permis un effectif accompagnement de proximité des associations créées.

* + 1. **Analyse du niveau de clarté , faisabilités des objectifs et les produits du projet**

Le projet a identifié des actions clarifiées dans le document du projet signé par le bailleur de fonds PBF. Des indicateurs de résultats identifiés étaient SMART. En effet, le taux d’atteinte des indicateurs est de 115 ,59% mais le projet n’ a pas développé des indicateurs d’effets pour les deux résultats du projet.

* + 1. **Analyse du niveau de participation des parties prenantes dans la gestion et mise en œuvre du projet et prise en compte des évolutions contextuelles .**

Le projet a permis une parfaite participation de l’ administration centrale par l’ intermédiaire des points focaux ( DGRR) dans les phases d’ identification des bénéficiaires, le suivi des réalisations et revues périodiques des interventions du projet. De plus , le projet a développé un système de point focal communal qui intervenaient dans les activités de mobilisation des bénéficiaires et suivi des réalisations du projet. Cela a induit une amélioration de l’ efficacité et un cadrage continuel des activités aux priorités nationales et locales.

Les communes ont activement participé dans l’ identification des collines bénéficiaires, des bénéficiaires des travaux cash for work, des travaux à impacts rapides à exécuter et dans les travaux à exécuter dans le cadre de cash for work. De plus, les partenaires d’ exécution étaient impliqué dans la formulation des interventions adaptées aux besoins réels par la formulation des projets à soumettre aux Agences des Nations Unies.

Cette approche d’ implication participative de l’ administration locale et centrale a induit une amélioration du niveau de réalisation des activités, facilité la mobilisation des bénéficiaires et l’ identification des travaux à impacts rapides à financer adaptés aux besoins locaux et prioritaires, une légitimité de l’ intervention du projet et une appropriation du processus de réintégration sociale . Les agents de changement sont communautairement reconnus et légitimes dans la résolution des conflits et les parajuristes formés sont des intermédiaires privilégiés dans la fourniture des services d’ aide légale de base à la communauté.

La participation des leaders communautaires dans les comités de gestion des infrastructures réhabilités a permis une amélioration de l’appropriation des actions entreprises.

* + 1. **Analyse de niveau d’ efficacité de système de suivi et évaluation utilisé dans le projet**

Le projet a privilégié un suivi évaluation participatif par (i) des ateliers d’évaluation conjointe avec les partenaires et bénéficiaires ( atelier d’évaluation conjointe des activités de barreaux et les services des BCG et les parajuristes organisés par le Barreau, (ii) ateliers d’ évaluation des activités de réintégration sociale par les travaux HIMO organisés par les ASB en commune Busoni ; (iii) revues annuelles du projet organisées avec tous les acteurs et parties prenantes dans le projet pour un cadrage des interventions adaptées aux contextes et aux besoins des bénéficiaires et du contexte, (iv) identification conjointe préalable et participative des besoins et de la cible.

Le projet a adopté un système de rapportage simple et adaptée aux capacités d’ acteurs locaux toutes fois le projet n’ a pas structuré sa théorie de changement bien que le cadre de résultats ait été élaboré, les indicateurs d’ effets n’ ont pas été identifiés.

Le projet a mis en place des points focaux dans toutes les Agences des Nations Unies impliquées dans le projet et a catégorisé les interventions spécifiques qui ont été alloués aux agences de nations Unies en fonction de leur expertise et mandat. Des communications et des réunions pour l’ exécution du projet ont été organisé.

* + 1. **Analyse des problèmes et contraintes rencontrés dans l’exécution du projet**

L’ évolution contextuelle ayant impacté sur le fonctionnement des ONG suite à la structuration gouvernementale du système d’ intervention et de régulation des ONG internationales a induit une suspension des activités du projet.

Aussi le projet a dû commencer avec un retard suite aux arrangements administratifs entre les Agences des Nations Unies et le gouvernement. Les acteurs du projet ont dû adopter une approche d’exécution simultanées des activités sur différents sites et une extension de la durée du projet de 6 mois.

Ces contraintes ont de surcroît entraîné un retard dans l’ appui aux AGR identifiés et a négativement impacté l’ efficacité des interventions surtout celles relatives à l’ agriculture. Ces problèmes ont aussi induit un niveau minime et quelque fois un manque de motivation des bénéficiaires et des efforts supplémentaires pour la redynamisation des bénéficiaires.

Le projet a identifié de nombreux besoins des bénéficiaires mais n’ a pas pu tenir en compte de tous ou de la majorité des besoins identifiés. Le projet n’a pas pu mobiliser les fonds de fournir une réponse à toute la population en besoin. Tenant compte de peu de ressources du projet, le projet a dû procédé à une sélection de très peu de bénéficiaires parmi une multitude des bénéficiaires potentiels.

Le système de ciblage n’ a pas du tout permis une identification communautaire purement participative dans toutes les interventions du projet, quelques partenaires d’ exécution ont procédé aux ciblages individualisés par l’ intermédiaire des leaders locaux sans toutefois permettre l’appropriation communautaire des systèmes de ciblage et garantir la transparence et la validation communautaire des bénéficiaires, ce qui pouvaient entraîner un faible niveau de cohésion sociale et d’ appropriation.

* + 1. **Résumé des grandes constatations des résultats de l’efficacité du projet**

L’évaluation de l’efficacité du projet s’est focalisée sur l’analyse du niveau de performance du projet en termes de réalisation des produits et effets, les facteurs de succès ou d’échecs, l’efficacité des stratégies de partenariat, et de pilotage du projet.

L’ analyse de taux d’ achèvement des activités du projet montre une meilleure performance globale du projet. En effet , le taux global de réalisation du projet est de 115,6%, le taux d’achèvement est plus faible pour le cas de victimes en besoin de protection référées.

L’ intervention du projet a produit des résultats qui ont permis de résoudre les majeurs problèmes de consolidation de la paix dans les communes. En effet, l’ intervention du projet a permis une réduction de 60,5% du taux d’exposition aux problèmes d’accès à l’ aide légale ( 70% pour les femmes ), de conflits familiaux entre résidents et rapatriés de 41,7% et de 52,8% pour les femmes,.

Le taux d’ exposition aux conflits fonciers a diminué de 63,4% et 70% pour les femmes. L’intervention du projet a induit une amélioration de la cohabitation pacifique de plus de 63,6% selon la perception des enquêtés (68.7% pour les femmes), taux d’ exposition aux problèmes d’ accès financiers aux aliments a diminué de 44.9%, et de 36.7% pour les femmes. Les activités du projet ont induit une diminution de l’ exposition aux problèmes de manque de capital de 46.2% (42.9% pour les femmes). Le projet a permis une capacité de générer des revenus des bénéficiaires de 38.3% (47.7% pour les femmes bénéficiaires) ; et une réduction du niveau de pauvreté des bénéficiaires de 23.5% (26.8% pour les femmes bénéficiaires).

L’ approche partenariale adoptée dans le projet a permis une performance globale très appréciable grâce à une identification des partenaires opérationnels dans le domaine d’ intervention, ayant des capacités techniques et organisationnelles pouvant permettre une réalisation des activités du projet à moindre coût . Le projet a identifié des actions clarifiées dans le document du projet signé par le bailleur de fonds PBF avec des indicateurs de résultats SMART.

Le projet a permis une parfaite participation de l’ administration centrale par l’ intermédiaire des points focaux ( DGRR) dans les phases d’ identification des bénéficiaires, le suivi des réalisations et revues périodiques des interventions du projet. De plus , le projet a développé un système de point focal communal qui intervenaient dans les activités de mobilisation des bénéficiaires et suivi des réalisations du projet.

Le projet a induit une participation des femmes dans les activités du projet. 52% des bénéficiaires du projet sont des femmes, les interventions du projet ont permis une amélioration de l’ estime de soi des femmes bénéficiaires le niveau de participation dans la vie socioéconomique des ménages et l’ amélioration d’accès aux sources de revenus de plus de 47,7% et une réduction de leur exposition à la pauvreté de 26,8% aux femmes bénéficiaires.

|  |
| --- |
| B |

## ***CRITERE D’EVALUATION 3: ANALYSE DE L’EFFICIENCE DU PROJET***

L’évaluation de l’efficience du projet a analysé le niveau d’optimalité dans le projet et l’adéquation des ressources disponibilisés dans le projet aux besoins du projet et proportionnellement allouées. De plus l’évaluation de l’efficience a porté à une analyse de l’adéquation des résultats obtenus aux ressources engagés, mais aussi une analyse de la performance de la structure de gestion du projet.

### **Analyse du niveau d’ affectation rationnelle des ressources humaines et financières du projet et coût efficacité**

Le projet a été exécuté par l’ implication des acteurs locaux et partenaires d’ exécution selon leur expertise. L’ analyse des taux d’ atteinte des indicateurs d’ activité a été de 115.59% comparé au taux d’utilisation du budget de 99,9% montre que le taux d’ efficience du projet a été de 115.59%.

Le niveau d’efficience est plus élevé pour le résultat 1. qui est relatif à l’ amélioration croissante d’ accès aux droits et services pour une meilleure protection , résilience et cohésion sociale vers une réintégration durable, l’indice d’ efficience est de 156,2% contre 121,1% pour le résultat 2 concernant l’ Augmentation des moyens de subsistance et de l' autonomie ( pour améliorer la protection, la résilience et la cohésion sociale en vue d' une réintégration) et le niveau d’efficience est la moins élevé pour le volet opérationnel où est remarqué un taux de consommation budgétaire de plus 224.39% et un niveau d’ efficience de 45,57%.

Les produits ayant manifesté un niveau d’ efficience le plus élevé est produit 1.2. Accès aux services de soutien de base pour la réintégration des rapatriés et la cohésion sociale au niveau communautaire avec un indice d’ efficience de 206,73% ; tandis que le taux d’ efficience est le moins élevé pour le produit 11 renforcement des capacités d' observation des frontières et de la protection pour un environnement de protection renforcée avec un taux d’ efficience de 71.9%.

# Tableau 7 : Niveau d’ efficience par produit et résultat du projet

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Résultat/produit | taux de consommation budgétaire | taux d' achèvement des activités/produits/résultats | Indice d'efficience |
| Résultat 1 accès accru aux droits et services (pour une meilleure protection , résilience et cohésion sociale vers une réintégration durable ) | 99.9% | 156.1% | 156.2% |
| produit 11 renforcement des capacités d' observation des frontières et de la protection pour un environnement de protection renforcée | 100.0% | 71.9% | 71.9% |
| produit 12 Accès aux services de soutien de base pour la réintégration des rapatriés et la cohésion sociale au niveau communautaire | 94.16% | 194.67% | 206.73% |
| Résultat 2: Augmentation des moyens de subsistance et de l' autonomie ( pour améliorer la protection , la résilience et la cohésion sociale en vue d' une réintégration | 82.53% | 100.00% | 121.17% |
| Produit 21: Appui à la production agricole de subsistance | 76.18% | 89% | 116.28% |
| produit 22 : appui aux moyens de subsistance et à la cohésion sociale par la promotion de l' entreprenariat | 87.47% | 100.00% | 114.33% |
| coût opérationnel | 224.39% | 100.00% | 44.57% |
| performance globale | 99.99% | 115.59% | 115.6% |

**Les facteurs explicatifs du niveau de performance globale élevé est le niveau d’ efficacité élevé** dû à une implication des partenaires d’ exécution experte dans leur domaine d’ intervention, l’ implication de l’ administration locale dans la mobilisation communautaire, planification et identification des besoins , et aussi dans les suivis périodiques ( visites de suivi des réalisations, revues périodiques.. ).

L’ identification participative des besoins a en effet permis une identification réelle des besoins d’ intervention ce qui permet une participation active et effective des bénéficiaires et des parties prenantes dans l’ exécution du projet.

**Les facteurs ayant induit à un niveau d’ efficience moins élevé** sont essentiellement l’ évolution contextuelle tel que la fermeture momentanée des ONG internationales induisant à une suspension des activités pendant au moins 3 mois par quelques partenaires d’ exécution et des coûts opérationnels additionnels ( budget du personnel, autres coûts indirects et directs ) auparavant non planifiés dans le projet.

### **Analyse du respect des délais dans la livraison des fonds et des activités**

Dans certaines partenaires d’ exécution, des fonds ont été accordés avec un certain retard ce qui a impacté sur les activités du projet. Il est signalé que les kits pour les AGR agricoles ont été livrés avec un certain retard et toutes les associations n’ ont pas été appuyées comme planifiées.

### **Analyse du niveau d’ efficience du système de suivi évaluation utilisée par les agences**

Les outils de suivi des activités et d’ évaluation d’ atteinte des objectifs utilisés dans le projet comprenaient les visites de suivi mené et par les partenaires d’ exécution mais aussi conjointement par les parties prenantes dont l’ administration centrale, Agences des Nations unies en consortium , des revues périodiques. Ce système a permis une amélioration de l’ efficacité du projet car des recommandation d’ amélioration des interventions étaient formulés et permettaient le cadrage des interventions en fonction du contexte. Les rapports périodiques et le format de rapportage développé par le bailleur de Fonds permettent de capter l’ essentiel d’ information pour l’ efficacité du projet.

En effet , un niveau d’efficience de 108.60% est observé dans le volet suivi évaluation. Ce qui montre un niveau de performance appréciable.

### Analyse de l’ adéquation des ressources du projet aux produits et résultats atteints

# Graphique  1: répartition des budgets consommés par produit

L’analyse de la répartition budgétaire par produit montre une prédominance du produit de renforcement des capacités d’ observation des frontières et de la protection pour un environnement de protection renforcée qui occupe 32% du budget consommé du projet, et 26% du projet a été consacré à l’ amélioration de l’ accès aux services de soutien de base pour la réintégration des rapatriés et la cohésion sociale au niveau communautaire, 18% étant alloué à l’ appui aux moyens de subsistance et à la cohésion sociale par la promotion de l’ entreprenariat , tandis que 12% était alloué aux activités d’ appui à la production agricole de subsistance et 12% alloué à la gestion et activités de suivi évaluation du projet.

L’ analyse du niveau d’ efficience par produit montre déjà commenté en haut montre un niveau aussi appréciable par résultat et par produit , toujours supérieur à 71% pour tous les produits sauf la composante de gestion opérationnelle du projet qui manifeste un niveau d’ efficience de 45,57% dû à une augmentation du budget de 7% à 12% ( soit une augmentation de 71,14%).

L’ analyse des ressources disponibilités par le projet pour la réalisation des objectifs montre que le projet bien qu’ ayant mobilisé les ressources de 3000000 dollars américains , les besoins étaient énormes et la durée du projet étaient très court pour mener à bien le processus de réintégration sociale des rapatriés qui continue à regagner le pays.

L’ analyse de effets induits dans chaque produits escomptés et le budget consommé montre une adéquation du budget consommé par rapport aux activités réalisés. Mais le produit lié au renforcement des capacités d’ observation des frontières et de la protection pour un environnement de protection renforcée  qui bien ayant consommé 32% du budget du projet , son volume d’ activités n’est aussi grand que le volet de renforcement de à l’ appui aux moyens de subsistance et à la cohésion sociale par la promotion de l’ entreprenariat dont le budget 18% étant alloué. Le projet devrait aussi tacher une assez importance sur le renforcement de la réintégration socioéconomique des rapatriés et le budget des deux produits 2.1. et 2.2 .devraient être augmenté en guise de la réduction des coûts liés aux produits 1.1.

### **Analyse du niveau d’ atteinte des résultats par rapport aux temps imparti à leurs réalisations**

## L’ analyse des réalisations des produits planifiés dans le projet montre un respect de délais impartis aux activités du projet sauf qu’ une période d’ arrêt a été observé pendant environ 3 mois suite aux contextes ayant induit à une fermeture des ONG et une limitation des activités de terrain des partenaires d’ exécution.  En analysant les rapports d’ activités et les résultats atteints, le projet a pu réaménager son délais grâce à une extension de 6 mois par rapport à sa durée initiale d’ exécution mais ce délai a négativement impacté sur les coûts opérationnels du projet qui ont augmenté de 71,14% passant de 7% du budget planifié à 12% consommé. De plus , des formulaires et questionnaire de collecte des données sur les violations des droits et situation d’ accès aux droits et services sociaux bien que le draft existe , le délai n’ a pas permis au Barreau d’ en utiliser pour efficacement effectuer cette collecte.

### ***Résumé des grandes constatations de l’analyse de l’efficience du projet***

Le projet a été exécuté par l’ implication des acteurs locaux et partenaires d’ exécution selon leur expertise. La performance globale des résultats de 172% a été atteint en utilisant 99,9% du budget prévu soit un taux d’ efficience de 172.2% ( rapport coût d’ efficacité de 172% au coût d’ utilisation du budget de 99,9%).

Le calcul du coût efficacité obtenu par un calcul du ratio d’ efficience obtenu par le rapport taux d’ achèvement du projet par rapport aux taux de consommation du budget montre un niveau appréciable d’ efficience du projet.

Le niveau d’ efficience est plus élevé pour le résultat 1 qui est relatif à l’ amélioration croissante d’ accès aux droits et services pour une meilleure protection , résilience et cohésion sociale vers une réintégration durable, l’indice d’ efficience est de 156,2% contre 121,1% pour le résultat 2 concernant l’ Augmentation des moyens de subsistance et de l' autonomie ( pour améliorer la protection , la résilience et la cohésion sociale en vue d' une réintégration) et le niveau d’efficience est la moins élevé pour le volet opérationnel où est remarqué un taux de consommation budgétaire de plus 224.39% et un niveau d’ efficience de 45,57%.

Les produits ayant manifesté un niveau d’ efficience le plus élevé est produit 12 Accès aux services de soutien de base pour la réintégration des rapatriés et la cohésion sociale au niveau communautaire avec un indice d’ efficience de 206,73% ; tandis que le taux d’ efficience est le moins élevé pour le produit 11 renforcement des capacités d' observation des frontières et de la protection pour un environnement de protection renforcée avec un taux d’ efficience de 71.9%. Un niveau d’efficience de 108.60% est observé dans le volet suivi évaluation. Ce qui montre un niveau de performance appréciable.

L’ analyse des effets induits dans chaque produit escompté et le budget consommé montre une adéquation du budget consommé par rapport aux activités réalisés

L’ analyse des ressources disponibilités par le projet pour la réalisation des objectifs montre que le projet bien qu’ ayant mobilisé les ressources de 3000000 dollars américains , les besoins étaient énormes et la durée du projet étaient très court pour mener à bien le processus de réintégration sociale des rapatriés qui continue à regagner le pays.

L’ analyse de effets induits dans chaque produits escomptés et le budget consommé montre une adéquation du budget consommé par rapport aux activités réalisés. Mais le produit lié au renforcement des capacités d’ observation des frontières et de la protection pour un environnement de protection renforcée  qui bien ayant consommé 32% du budget du projet , son volume d’ activités n’est aussi grand que le volet de renforcement de 18% étant alloué à l’ appui aux moyens de subsistance et à la cohésion sociale par la promotion de l’ entreprenariat.

* 1. Analyse du niveau de durabilité ; appropriation nationale, pérennisation des actions du projet.

L’évaluation de la durabilité, appropriation nationale et pérennisation des actions du projet a été effectuée en analysant si la mise en œuvre du projet a respecté les principes clés du développement dont l’appropriation nationale et les mécanismes de durabilités des résultats. L’évaluation a analysé le niveau d’implication des acteurs nationaux dans la définition et la mise en œuvre du projet, l’atteinte des capacités de gestion des coopératives et les mécanismes de pérennisation des actions du projet mise en place.

### **Analyse des risques financiers pouvant menacer la durabilité des produits du projet**

Bien que le projet ait produits des résultats satisfaisants dans le renforcement de l’ accès aux services sociaux et droit et renforcement de niveau de bienêtre économique et sociale des bénéficiaires induisant à une amélioration de la cohésion sociale et réintégration des rapatriés, des mécanismes de mobilisation des ressources dans les communes et au niveau centrale ne sont pas capables de mobiliser les moyens financiers et techniques indispensables pour la poursuite de produits du projet.

### Analyse de niveau de mobilisation des ressources financières et économiques pour préserver les bénéfices réalisés par le projet

Le gouvernement a une ligne budgétaire « Appui au Processus de rapatriement » au niveau du Gouvernement pour l’appui des rapatriés dans 10 communes qui en accueillent un grand nombre ; et un paquet d’assistance en riz, houes et tôles leur a été déjà donné mais les mécanismes d’ accompagnement pour une réintégration sociale et durable manque les services de renforcement économique  par le mécanisme de transfert de revenu par les cash for work, appui aux initiatives et autres activités de renforcement de la résilience et la production agricole des ménages.

Certaines interventions en rapport avec la sensibilisation à la cohésion sociale, cohabitation pacifique des rapatriés et les communautés d’accueil, sensibilisation pour garder les biens des rapatriés sont faites par l’ administration locale et centrale.

De plus, d’ autres rapatriés continuent de retourner et n’ ont pas pu bénéficier des interventions de renforcement de leur niveau de résilience socioéconomique ce qui compromet leur parfaite réintégration socioéconomique.

### Analyse des risques sociaux ou politiques pouvant menacer la durabilité des produits du projet ou les contributions du projet aux produits et effets du programme de pays

Le projet a appuyé une minime partie des vulnérables dans un très grand nombre de vulnérables et rapatriés. Cette situation pouvait créer des frustrations entre bénéficiaires et non bénéficiaires aux mêmes besoins. De plus , une multitude des approches selon le partenaire pouvaient compromettre les tissus relationnels entre différents groupes de bénéficiaires. En effet, certains bénéficiaires de UNHCR avaient reçu des appuis financiers pour les AGR ( 100000 francs ou 500000 francs Burundais),et d’ autres n’ ont bénéficié que des sensibilisations bien que se trouvant dans les mémés situation de vulnérabilité et de besoin. Les bénéficiaires de FNUAP n’ ont bénéficié que de mobilisation et sensibilisation pour être des agents de changement mais par contre les bénéficiaires du FAO ont été appuyé en intrants agricoles et dans la mise en place des entreprises sociales agricoles avec un financement de leurs activités de même que les bénéficiaires de PNUD qui ont bénéficié des travaux en cash for work et appui formatif dans l’ organisation des entreprises sociales.

### Analyse du risque des cadres légaux, les politiques et les structures et processus de gouvernance pour la durabilité des bénéfices du projet

## Les actions du projet ont induit le développement de l’ économie solidaire ( les associations et entreprises sociales, VSLA) promus par les mécanismes de protection sociale au Burundi. Ces structures de l’ économie solidaire trouvent leur ligne de gouvernance dans la loi des ASBL et coopératives. Ces structures s’ intègrent dans les priorités de la stratégie de réintégration locale au Burundi.

### Analyse du niveau de menace environnementale des actions des Agences pour la durabilité des résultats du projet

## Le projet a induit une forestation et un aménagement des caniveaux ou a procédé à la protection des bassins versants par le traçage des caniveaux et des haies anti érosives. Des entreprises sociales appuyées se sont lancés dans des productions d’ aliments ayant moins d’ impact sur l’ environnement ( apiculture , et culture de champignons), cela réduit tout risque environnemental des interventions du projet.

### Analyse du niveau d’appropriation des parties prenantes

## Le niveau d’ appropriation de la mise en place des entreprises sociales ( associations des cultivateurs de champignons , apiculteurs et autres de BBIN/SPARK) est faible surtout que la plupart de ces entreprises et associations ne sont pas enregistrées et ont un niveau de capacités organisationnelles et opérationnelles assez précaire. La plupart d’ entre elles ne sont ni enregistrée dans la commune ni à l’ Agence de la promotion des Investissements.

### Analyse de niveau de documentation et diffusion des bonnes pratiques et des leçons apprises .

## Les revues périodiques, les visites de suivi conjoints avec les parties prenantes ont permis de documentés les bonnes pratiques, leçons apprises et les recommandations pour des interventions semblables ultérieures. Mais le projet n’ a pas efficacement produits de documentation sur la capitalisation pour le partage des bonnes pratiques. Il est évident que les acquis du projet ont permis l’ élaboration du plan conjoint de réintégration des rapatries ; mais certaines pratiques nécessitent d’ être capitalisés pour les interventions ultérieures.

### L’ analyse des stratégies d’UNDP, UNHCR, UNFPA, FAO pour un désengagement

## Le projet a mené des visités de suivi des réalisations du projet conjointement avec l’ administration centrale et locale et des ateliers d’ échange sur les résultats du projet sous forme de revue ont été mené. Cela a permis un développement d’ un plan conjoint de réintégration des rapatriés en cours de mobilisation de son financement. A voir le volume d’ activités pour une effective réintégration et les rubriques budgétaires du gouvernement pour la réintégration des rapatriés, le gouvernement a lui seul reste dans une situation de sous financement du secteur de réintégration sociale des rapatriés.

## Toutes fois, certaines entreprises sociales n’ étant pas suffisamment renforcées , il en conviendrait que les services déconcentrés de l’état les renforcent continuellement mais aucune connexion de ces entreprises aux structures déconcentrés de l’ état en charge de renforcement du mouvement associatif et coopératif n’ a été faite.

### Analyse du niveau d’ engagement des partenaires à poursuivre les interventions

## La plupart des partenaires d’ exécution étaient des ONG locales ou internationales sans structures pérennes dans la communauté. Mais 3 d’ entre ces Organisations ( soit 37% des partenaires d’ exécution) ont maintenu des contacts et des visites de suivi rapproché de leur bénéficiaire. Le COPED , SOPRAD Caritas Ruyigi et l' ASB mené des actions de visite et de suivi pour accompagner les bénéficiaires et renforcer leurs capacités. De plus, dans les activités communautaires, les comités de gestion des infrastructures réhabilités font des suivis pour l’organisation des activités de maintenance de ces infrastructures.

Les agences des nations unies avec le gouvernement ont déjà élaboré le joint plan for refuge response (JRP) qui montre l’engagement pour des actions ultérieures.

### Analyse du niveau de prise en compte des intérêts pour l’égalité du genre, les droits de l’Homme et le développement humain par les principales parties prenantes

Dans l’ exécution des activités du projet, les partenaires d’ exécution ont pris de planifier les activités au moment favorable à la participation des femmes. Les séances de sensibilisation communautaire étaient organisées les après-midis pour permettre aux femmes qui sont occupés le matin du travail de champs d’y participer. Pour des vulnérables qui étaient incapables de participer dans les travaux cash for work comme les femmes enceintes, les vielles femmes et vieillards, l’avait le droit de designer un tuteur dans ces travaux toutes fois ce devrait se présenter dans les séances de sensibilisation communautaire.

L’ implication de CTAS et la sélection participative dans les communautés a permis aux projets de sélectionner des véritables bénéficiaires dans le strict respect des quotas sur le genre mais dans quelques activités , l’ influence de l’administration locale ont joué un rôle dans le choix des bénéficiaires surtout dans le domaine de cash for work.

### Analyse de niveau d’ acquisition des capacités des autorités politiques, administratives et sécuritaires pour initier et piloter des projets de renforcement de la cohésion sociale et la Consolidation de la Paix et en mobiliser les ressources externes et internes

Le projet a impliqué l’ administration centrale et communale dans les différentes phases du projet dès l’ identification des besoins et groupes cibles, suivi des réalisations, revues périodiques et formulation des recommandations pour cadrage des interventions du projet. Des matériels utilisés dans les travaux cash for work ont été octroyés aux communes ; et les infrastructures réhabilités ou construites ont été identifiés par l’ administration communale. Mais les structures locales manquent des capacités de mobilisation des ressources suffisantes pour assurer la continuité des interventions du projet.

Bien que certaines structures seront encadrées par des structures communales déconcentrées de l’ état ( chargé du mouvement coopératifs, CDFC, CTAS), il a été remarqué que certaines unités créés ou mises en place par l’ intervention du projet dans certaines communes ne sont pas enregistrées ni dans les communes ; ni dans l’ agence de promotion des investissements , ce qui font qu’ ils ne soient pas appuyées ni suivi par ces structures déconcentrées de l’ état qui réellement ne les connaissent pas.

Le projet a permis la création des structures de réconciliation communautaire ( Clubs d’ agents de changement ) qui ont été communautairement accepté dans à des dégrées différents selon les communes d’intervention.

Il est remarqué un faible niveau de capacités de mobilisation des ressources par les structures renforcées.

### Analyse des mécanismes de pérennisation des résultats du projet

* **Mise en place des comités de gestion des infrastructures réhabilités**

Le projet a mis en place des comités de gestion des infrastructures réhabilités ou construites regroupant les utilisateurs et les leaders locaux qui sont fonctionnels et permettent une organisation de la maintenance des infrastructures réhabilités ou construites.

* **Mise en place des structures de gouvernance des CACC ; VSLA des agents de changement , et organes de gouvernance des associations et entreprises sociales crées**

Les organisations communautaires créées par l’intervention du projet telles que CACC, VSLA des agents de changement sont des structures de renforcement de la cohésion sociale, résolution pacifique des conflits et du renforcement économique des s.

* **Enregistrement dans la commune des CACC, VSLA, associations et entreprises sociales crées**

## Dans certaines communes telle que Gisuru et Kayogoro, ces entreprises sociales sont enregistrées dans les communes et sont reconnus dans la communauté comme des acteurs importants de renforcement de la cohésion sociale et économique.

* **Implication et remise des actions et résultats du projet à l’ administration locale.**

Le projet a remis le matériel et des infrastructures et comités de gestion à l’ administration locale, ce qui permet un renforcement de l’ appropriation des acquis du projet. De plus, dans la commune de Gisuru , province Makamba , COPED a remis les clubs de paix qui étaient enregistrées à l’ administration communale.

### Analyse des facteurs qui pourraient favoriser ou non la durabilité des résultats atteints

### Les facteurs qui pourraient favoriser la durabilité des résultats atteints

* + - L’ existence des parajuristes qui sont basés dans les communautés avec des connaissances de base en matière juridique
    - L’ introduction des VSLA et autres activités génératrices de revenu communs avec les membres des clubs d’ agents de changement communautaires
    - Développement des entreprises sociales et associations avec développement des initiatives à forte productivité ( culture de champignons , apicultures et élevage de porcs)

### Les facteurs pouvant compromettre la durabilité des résultats atteints

* + - L’ inexistence des avocats et leur indisponibilité dans la commune pour continuer à assurer l’ offre des services juridiques et judiciaires aux vulnérables ;
    - Faible niveau de gouvernance des entreprises sociales, associations ainsi non-respect de la loi des coopératives et associations sans but lucratif, les Associations appuyées et crées ne sont pas formalisés et certaines n’ ont même pas des attestations de reconnaissance communale , sans mentionner l’ enregistrement à l’ agence de promotion des investissements dont aucune unité appuyée n’ est enregistrée,
    - Faible niveau de gestion financière et de transparence des unités créés ou appuyées – entreprises sociales,
    - Non développement de la filière appuyée, la filière champignons et miel ne sont pas développée en filière bien que des associations des cultivateurs de champignons ont été appuyées, certains mailons de la chaîne de valeur champignons souffre d’ insuffisance des capacités de faire face aux demandes si cette filière sera développée ( Intrants et transformation et conservation)
    - Non maintenance des infrastructures réhabilités ou construites.
    - Forte mobilité des jeunes pouvant compromettre le travail en association et le maintien en activité des entreprises sociales crées.

### **Résumé des grandes constatations de l’analyse de la durabilité, appropriation et pérennisation des actions du projet**

Le projet a créé des structures communautaires ( VSLA, clubs de paix, agents de changement ) et des entreprises sociales et associations pouvant intervenir dans le renforcement des acquis du projet. De plus, le projet a impliqué l’ administration locale et centrale dans les différentes phases d’ exécution du projet tel que dans les revues périodiques, évaluation participative conjointe des besoins , les visites de suivi des réalisations du projets. Dans certaines Communes ( Gisuru et kayogoro) les structures créés ( clubs de paix et agents de changement ) sont reconnues par l’ administration communale qui en assure le suivi. Mais il est remarqué un faible niveau de gouvernance des associations et entreprises sociales. De plus, le développement des activités de renforcement de la sécurité alimentaire et de la production alimentaire n’ ont développé qu’ un seul maillon de la chaîne de valeur qui nécessité un développement de l’ approche filière pour le cas de filière miel et champignons.

Le temps d’ accompagnement de ces structures créés n’ a pas été assez long pour suffisamment renforcer ces structures communautaires et sociales. Bien qu’ existe une rubrique du budget dans le budget de l’ état qui est réservé aux activités de rapatriement , le gouvernement reste moins capable de mobiliser assez de ressources pour une effective réintégration des rapatriés qui continuer à regagner le pays et dont les besoins en renforcement de leur réintégration sociale et économique sont énormes et hors des capacités des simples sensibilisation communautaire.

* 1. Analyse de l’impact du projet

L’évaluation de l’impact des interventions du projet a été faite en analysant les changement induits par le projet dans la vie socio-économique des bénéficiaires, les effets des interventions du projet sur la promotion de la cohésion sociale, renforcement de la résilience socioéconomique et alimentaire des bénéficiaires aux Burundi et l’amélioration de l’accès aux droits et services sociaux grâce à l’intervention du projet pour une réintégration sociale des rapatriés pour une paix durable.

* + 1. **Effet induit par le Produit 1.1 : Les capacités des acteurs sont renforcées pour assurer le monitoring de protection et des frontières en vue d’améliorer l’environnement de la protection (HCR)**

Le projet a induit une amélioration de la connaissance des procédures judiciaires sur des problèmes fréquents dans les communautés ( conflits fonciers, conflits familiaux,….). La présence des avocats ont réduit la corruption dans la sphère judiciaire et une diminution notable de l’ injustice et de la violation des droits. Il est signalé que les conflits ont réduit à un taux de plus de 60.5% dans les communes de Gisuru et Kayogoro.

**Tableau 8 : Evolution de la fréquence des situations de conflits dans la zone du projet**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Types de problèmes entravant la cohésion sociale et la paix dans les communes | | Spoliation et accaparement illégal des biens des rapatriés par la population hôte | Conflits fonciers | Conflits familiaux entre résidents et rapatriés |
| Avant l’ intervention du projet | **Femmes** | **73.70%** | **63.30%** | **71.30%** |
| **Hommes** | **41.30%** | **43.70%** | **59.70%** |
| **Total** | **47.70%** | **51.70%** | **61.10%** |
| Après intervention du projet | **Femmes** | **27.30%** | **19.00%** | **33.70%** |
| **Hommes** | **21.90%** | **18.90%** | **37.20%** |
| **Total** | **24.30%** | **18.90%** | **35.60%** |
| **variation d' exposition aux problèmes** | **Femmes** | -63.00% | -70.00% | -52.80% |
| **Hommes** | -47.00% | -56.80% | -37.70% |
| **Total** | -49.10% | -63.40% | -41.70% |

Les interventions de sensibilisations communautaires, la mise en place des parajuristes et la disponibilisation des avocats dans les communes ont induit une amélioration du respect des droits dans la communauté et une réduction des effets négatifs induits par le non-respect des droits. En effet, le taux de conflits familiaux a été réduit de 41,7% , ce taux est de 52,8% chez les femmes bénéficiaires, les conflits fonciers ont été réduit à 63,4% et à un taux de 70% chez les femmes bénéficiaires tandis que les phénomènes de spoliation et accaparement illégal des brins des rapatriés par la population hôte ont diminué de 49,1% , ce taux est de 63% chez les femmes bénéficiaires.

* + 1. **Effet induit par le Produit 1.2 : L’accès aux services sociaux de base pour une réintégration durable des retournés et la cohésion sociale est amélioré au niveau communautaire (HCR, PNUD, FNUAP)**
       1. **renforcement social des bénéficiaires**

Les interventions du projet ont induit une amélioration de l’ interrelation pacifique entre les rapatriés et la population hôte . En effet, les chantiers de paix , et les évènements culturelles, les travaux communautaire organisés en cash for work, les clubs de paix ainsi que les agents de changement organisés avec des participants issues de la population hôte et rapatriés ont induit à un renforcement des relations sociales entre rapatriés et population hôte, mise en place des groupement d’ intérêt économique regroupant les rapatriés et la population qui sont des sphères importants de renforcement de la cohésion sociale.

# Tableau 9 : Indicateur sur le renforcement social des bénéficiaires

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Indicateur sur le renforcement social desbénéficiaires | | 2018 | 2020 | variation |
| participation dans les unions d'échange communautaires sur la résolution pacifique des conflits | Jamais | 41.20% | 0.00% | -100.00% |
| Quelque fois | 52.10% | 51.30% | -1.54% |
| Tous les fois | 6.700% | 48.700% | 626.87% |
| Participation de réunions d'informations sur la prévention et réponse des violences sexuelles et basées sur le genre | Jamais | 67.20% | 12.00% | -82.14% |
| Quelque fois | 32.10% | 71.30% | 122.12% |
| Tous les fois | 0.700% | 16.700% | 2285.71% |

L’ analyse de la participation communautaire comme indicateur de renforcement sociale des ménages bénéficiaires montre une nette amélioration de la participation des bénéficiaires dans la vie communautaire. En effet, le taux d’ exclusion communautaire des bénéficiaires a été réduit de 100%, tandis que la proportion des bénéficiaires participant dans les unions d’ échanges communautaires sur la résolution pacifique des conflits , réunions communautaires a augmenté de 626,9%. De plus le taux d’ exclusion dans l’ espace d’ information sur la prévention et réponse des violences sexuelles et basées sur le genre a diminué de plus de 82,14% tandis que le taux de ménages bénéficiaires participant régulièrement dans les espaces d’ information sur la prévention et réponse des violences sexuelles et basées sur le genre a augmenté de 2285,71%.

* + - 1. **Amélioration de la participation des bénéficiaires dans la vie socioéconomique des ménages et de l’ entraide sociale**

Les membres des VSLA, associations et entreprises sociales et CACC s’entraident dans les différents services sociaux. Certains font des groupements d’épargne et crédit avec un volet d’entraide sociale. Cela a permis un renforcement de l’interrelations et de niveau de solidarité communautaire , ce qui a contribué à une amélioration de la réintégration socioéconomique dans les communautés et la paix. En moyenne, une augmentation des dépenses de 41747.3 francs Burundais a été réalisé dans l’ amélioration des conditions socioéconomiques des 93.7% ménages bénéficiaires , ce montant est de 38148.5 pour les 90.07% des femmes qui ont augmenté leur niveau de participation dans la vie socioéconomique des ménages.

# Tableau 10 : évolution des dépenses totales suite à l’ interventions du projet

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Indicateurs | Montant Tous les bénéficiaires | Montant ( femmes ) | Homme et femmes en % | Femmes en % |
| Moyenne | 41747.3 | 38148.5 | 93.9 | 90.07 |

L’intervention du projet a induit des améliorations des conditions de vie des bénéficiaires et de leur famille. Les recettes des activités tirées des rémunérations des travaux cash for work, AGR appuyés, entreprises sociales, VSLA crées, et groupement des bénéficiaires en association ont permis de financer l’éducation des enfants, la participation dans la vie sociale, l’amélioration de l’alimentation des ménages et l’accès aux loisirs et divertissements. Ces améliorations du niveau de vie et de bien être des bénéficiaires ont induit à une réduction des causes des tensions et des conflits dans les communautés ; ce qui a contribué à l’ amélioration de la réintégration socioéconomique des bénéficiaires et de la situation de paix dans les communautés.

* + - 1. ***Amélioration de la scolarisation des enfants***

En effet, 93,5% des bénéficiaires (hommes et femmes) et 97,7% des femmes bénéficiaires enquêtées ont payé des frais de scolarité aux enfants. En moyenne, 67575 francs Burundais ont été payés annuellement pour les frais de scolarité des enfants en provenance des revenus tirés des AGR, entreprises sociales, et VSLA des CACC, Ventes des produits agricoles et d’ élevage. Ce montant est de 456713 francs Burundais pour les ménages dirigés par les femmes. Cela a permis une amélioration de l’accès financier aux services sociaux et une réintégration des vulnérables, ce qui a contribué à une amélioration des interrelations communautaires et une réintégration socioéconomique.

# Tableau 11 : Indicateurs sur l’ amélioration de la scolarisation des enfants

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Indicateurs | Montant Tous les bénéficiaires | Montant ( femmes ) | Homme et femmes en % | Femmes  en % |
| Frais de scolarité aux enfants annuellement | 67575 | 56713 | 93.5 | 97.7 |

* + - 1. ***Amélioration de l’alimentation des membres du ménage***

Il est estimé qu’en moyenne 98.3% des bénéficiaires (tous) appuyés enquêtés ont dépensé en moyenne 35123.7 francs Burundais des revenus tirés des travaux cash for work, entreprises sociales, dans l’alimentation des membres de ménages mensuellement. En effet, comme résultats des discussions de groupes avec les bénéficiaires, des ménages ayant pu améliorer leur niveau de revenu grâce aux interventions de cash for work, développement des AGR, ils ont en plus pu se procurer les aliments qui jadis n’ étaient consommé dans leur ménages comme le riz , les viandes, huiles et autres aliments dont ils ne produisent pas, ce qui a induit une amélioration de la diversité alimentaire.

Cette proportion est de 99.3% des femmes bénéficiaires . Le montant moyen additionnel aux dépenses qui étaient encourus avant l’intervention du projet par ces ménages dirigés par des femmes est de 25019 Francs Burundi mensuellement.

Cela induit une amélioration de la situation nutritionnelle et l’accessibilité financière aux aliments. En conséquence, cette amélioration de l’accessibilité financière aux aliments limite les risques aux maladies et permettent aux ménages d’épargne les sommes qu’ils auraient dû dépenser dans les soins de santé, et aussi augmenter la productivité globale des ménages.

# Tableau 12 : indicateurs sur l’ amélioration de dépenses d’ alimentation des ménages

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Indicateurs | Montant Tous les bénéficiaires | Montant ( femmes ) | Homme et femmes en % | Femmes  en % |
| Alimentation des membres de ménages mensuellement | 35123.7 | 25019 | 98.3 | 99.3 |

* + - 1. ***Amélioration de l’habillement***

En effet, 91.3% des bénéficiaires (hommes et femmes) et 99.3% des femmes bénéficiaires du projet enquêtées ont pu se procurer des habits décents. En moyenne, des habits valant 27053.3 francs Burundais ont été achetés annuellement par chacun des 91.3% des bénéficiaires grâce aux revenus tirés des actives du projet . Le montant moyen annuel de 33871.3 francs Burundais a été dépense par chaque femme bénéficiaire du projet dans l’ achat des vêtements .

# Tableau 13 : indicateurs sur l’ amélioration de dépenses d’ habillement des bénéficiaires

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Indicateurs | Montant Tous les bénéficiaires | Montant ( femmes ) | Homme et femmes en % | Femmes  en % |
| habits décents / an | 27053.3 | 33871.3 | 91.3 | 99.3 |

* + - 1. ***Amélioration de l’accès aux loisirs et divertissement***

En effet, 96,2% des bénéficiaires (hommes et femmes) enquêtés ont pu se divertir et participer dans de activités de divertissement. Des dépenses moyennes de 31776 Francs Burundais annuellement ont été débloquées pour les loisirs et divertissement[[4]](#footnote-4) pour chacun des 87.3% bénéficiaires appuyés par le projet. L’analyse genre d’amélioration d’accès aux loisirs et divertissement induite par l’intervention du projet montre que 72.9% des femmes bénéficiaires ont développé des actions de divertissement grâce aux revenus tirés de travaux cash for work, entreprises sociales développé par le projet. Le montant moyen annuel des dépenses en divertissement s’estime à 27567.7 Francs Burundais.

# Tableau14 : indicateurs sur l’ amélioration de dépenses liés aux loisirs des bénéficiaires

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Indicateurs | Montant Tous les bénéficiaires | Montant ( femmes ) | Homme et femmes en % | Femmes  en % |
| Divertissement et loisirs /an | 31776 | 27567.7 | 87.3 | 72.9 |

* + - 1. **Amélioration des conditions de logement et d’ habitation des ménages**

L’ amélioration des revenus induit par la participation dans les activités du projet ( HIMO ; AVEC des CACC, entreprises sociales ) ont permis à 87,3% des bénéficiaires d’ améliorer leur conditions d’ habitations  et de logements. Les dépenses liées à l’ amélioration des conditions de logements des bénéficiaires sont de 47532.6 francs Burundais et 45571.5 francs burundais pour 71.3% des femmes qui ont amélioré leur conditions d’ habitation et de logements.

# Tableau 15: indicateurs sur l’ amélioration de dépenses d’ amélioration des conditions de logement et d’habitation des bénéficiaires

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Indicateurs | Montant Tous les bénéficiaires | Montant ( femmes ) | Homme et femmes en % | Femmes  en % |
| Amélioration des logements | 47532.6 | 45571.5 | 96.2 | 71.3 |

* + 1. **Effet induit par le produit 2.1 : L’amélioration des moyens de subsistance à travers des activités agricoles est renforcée (FAO)**
       1. **Amélioration de la fréquence de repas pris**

# Tableau  16: Amélioration de la fréquence de repas

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Fréquence de repas | Avant le projet | 2020 | variation |
| Nombre de repas | 1.3 | 2.1 | 61.5% |

L’ analyse du niveau de sécurité alimentaire montre qu’en moyenne le nombre de repas pris dans les ménages bénéficiaires a passé de 1,3 repas par jour en moyenne à 2,1 repas par jour en moyenne soit une augmentation de 61,5% . Cette situation montre une amélioration de l’accès physique aux aliments.

* + - 1. **Amélioration de l’ accès aux ressources de production agricole**

Le projet a permis une amélioration d’ accès à aux ressources de production agricole grâce aux moyens financiers tirés des appuis aux AGR, travaux HIMO, et particuliers l’ appui en intrants agricole. Cela a induit l’ amélioration de la pratique des activités agricoles et du taux de possession des champs des cultures. En effet, les résultats de l’évaluation montrent que le taux d’accès à l’ agriculture a augmenté de 25,4% de 2018 à 2020. L’ analyse de la possession des cultures montre que le taux de possession de culture a augmenté de 86,8% de 2018 à 2020.

# **Graphique  2: niveau d’ amélioration de l’ accès à l’ agriculture**

# Graphique 3 :Augmentation de taux de possession des champs de cultures

Comme a été mis en évidence par des entretiens avec l’ administration locale, les leaders des associations et autres leaders communautaires, et discussion en groupes avec les bénéficiaires, le projet a induit une amélioration des capacités de mobilisation physiques ( par l’ amélioration des productions agricoles grâce aux intrants agricoles distribués , revenus tirés des cash for work) et financières (par l’ amélioration des revenus tirés des AGR appuyés ) des ressources de production.

* + - 1. **Amélioration de la production Agricole**

L’ analyse de la durée moyenne de stock de la production agricole de ménages bénéficiaires a nettement augmenté pour les deux saisons passant de 0.915 mois pour la saison B à 2.399 soit une augmentation de 162%, cette amélioration de la durée du stock des produits agricoles a été aussi observé pour la saison A passant de 1,077 mois à 2,339 mois soit une augmentation de plus de 117,5%. En somme , pour les deux saisons A et B, la durée de stock des produits agricoles produits par l’ agriculture des ménages a augmenté de 138% passant de 1,99mois à 4,74 mois. Sans additionner les produits agricoles de la saison C, il est observé que les ménages actuellement sont capable de disposer des nourritures pour 4,74 mois alors qu’ avant l’ intervention du projet , seulement 1,99 mois étaient couvert par le stock des produits agricoles des ménages.

# **Tableau 17 : Amélioration de la durée des stocks des produits agricoles**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Indicateur | valeur de l' indicateur | pour les deux saisons A et B |
| durée Moyenne de stock Janvier 2019 ( avec projet) | 2.339 | 4.74 |
| Durée Moyenne de stock juin 2018 ( avec projet) | 2.399 |
| Durée Moyenne de stock janvier 2018 ( avant l' intervention du projet) | 1.0755 | 1.99 |
| Durée Moyenne de stock Juin 2017 ( avant l' intervention du projet) | 0.9155 |
| Variation saison Janvier ( Saison A) | 117.5% | 138.0% |
| Variation saison Juin ( Saison B) | 162.0% |

* + 1. **Effet induit par le produit 2.2 : L’amélioration de la cohésion sociale à travers l’amélioration des moyens de subsistance et l’entreprenariat est renforcée (PNUD, HCR)**
       1. **Amélioration de l’ autonomisation des vulnérables**

# Graphique 4: Répartition des bénéficiaires par tranche de revenu

L’ analyse des résultats de l’ enquêté auprès des bénéficiaires a révèle une amélioration des revenus des ménages bénéficiaires. En effet le revenu moyen mensuel des ménages est estimé à 37955 francs. L’ analyse du niveau de revenu des ménages bénéficiaires montre que 38% des ménages bénéficiaires ont un revenu entre 20 000 – 30000 francs Burundais et 53% des ménages bénéficiaires ont un revenu mensuel entre 30 000 \_ 50000 francs burundais.

# Graphique 5: **Répartition des ménages bénéficiaires par type de changement de revenu**

L’analyse de l’ évolution du revenu des ménages bénéficiaires montre que 100% des ménages ont changé leur niveau de revenu. En effet, 97,3% des ménages bénéficiaires ont vu leur niveau de revenu augmenté tandis que seulement 0.7% des ménages n’ont subi aucun changement de leur revenu mensuel. L’augmentation moyenne des revenus des bénéficiaires a été de 38,3% , ce taux a été de 47,7% pour les femmes bénéficiaires.

* + - 1. **Amélioration du mouvement associatifs et création d’ entreprises sociales des bénéficiaires**

L’enquête des bénéficiaires révèle que 98,3% des bénéficiaires(hommes et femmes) et 100 % des femmes bénéficiaires enquêtées affirment que le projet a induit un renforcement du mouvement associatives et la création des entreprises sociales des bénéficiaires. En effet, 22 VLSA des membres des clubs de paix ; 13 associations des cultivateurs de champignons et 7 associations des apiculteurs appuyés et renforcés par le projet sont opérationnelles et 46 groupements d’ AGR et entreprises sociales appuyées par BBIN/SPARK.

* + - 1. **Amélioration du niveau de renforcement économique des ménages**

# **Tableau 18: Amélioration du niveau de renforcement économique des ménages**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| renforcement économique | 2018 | 2020 | Variation |
| Accès à un système d' épargne et crédit | 13.3% | 89.7% | 574.4% |

L’ analyse de résultat d’ enquête a montré que le taux d’ accès aux systèmes d’ épargne et crédit ( crédit rotatif, AVEC, SILCs, association ) a passé de 13,3% à 89,7% soit une augmentation de 574,4%. Cela induit à un renforcement économique des ménages.

* + - 1. ***Amélioration des moyens de subsistance des* bénéficiaire*s et de leur famille***

L’intervention du projet a induit une amélioration des conditions socioéconomiques des bénéficiaires et de leurs familles respectives. Les bénéficiaires qui sont actives dans différentes activités génératrices de revenus grâce aux appuis ou revenus tirés du projet, actions développées dans les VSLA, associations ou entreprises sociales dont ils sont membres , sont respectées dans la communauté. les femmes bénéficiaires du projet ( parajuristes, femmes membres des clubs de paix et agents de changement  ) sont respectées par la communauté et leurs conjoints. Elles se sentent fières de leur capacité à contribuer financièrement dans l’entretien de leurs foyers, éducation des enfants, et l’alimentation des membres du ménage. Elles affirment être capables de se procurer des habits et satisfaire d’autres besoins socioéconomiques dont elles étaient incapables de satisfaire avant l’intervention du projet.

Avec les bénéfices des ventes des produits d’AGR, produits agricoles, et petit commerce, les bénéficiaires ont pu développer une gamme diversifiée des activités génératrices de revenus, ces derniers ont induit un développement des mécanismes de résilience socioéconomique, la capacité de participer dans la vie sociale de la communauté et renforcement du niveau d’estime de soi.

En effet, l’intervention du projet a permis une amélioration des revenus des ménages tirés dans diverses activités génératrices de revenu dont les bénéficiaires ont créé mais aussi des revenus tirés des interventions du projet ( Travaux cash for work, frais de déplacement ).

* + - 1. **Amélioration des capacités d’investissement des bénéficiaires appuyés**

# Tableau 19: type d’investissement développé grâce aux revenus tirés des activités diverses du projet et AGR développés grâce aux dividendes directes du projet.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Indicateurs | Montant Tous bénéficiaires | Investissment en % | Montant femmes s | % par rapport à l’investissement annuel | Homme et femmes en % | Femmes en % |
| Revenu annuel brut par | 455460 |  | 396250.2 |  |  |  |
| Investissement annuel | 290128.02 |  | 299961.4014 |  |  |  |
| Investissement agricole | 60926.8842 | 21% | 94187.88004 | 31.40% | 69,3 | 79,3 |
| Investissement en élevage petit bétail | 89939.6862 | 31% | 137082.3604 | 45.70% | 51,2 | 67,3 |
| petit commerce | 60926.8842 | 21% | 63891.7785 | 21.30% | 31,21 | 15,1 |
| Autres | 33944.978 | 11.7% | 4799.382422 | 1.60% | 12.3 | 3.1 |

Les revenus tirés des associations , VSLA, entreprises sociales et travaux cash for work ont induit l’amélioration des capacités d’investir des bénéficiaires et partant leur niveau de résilience socioéconomique ; ce qui contribue au maintien de climat de paix dans la communauté. En moyenne le revenu annuel des ménages bénéficiaires s’ élève à 455460 francs Burundais et 396250.2 francs burundais pour les femmes bénéficiaires. les ménages bénéficiaires investissent 63.7% de ce montant; cette propension à investir est de 75,7% chez les femmes. Cette propension à investir est assez élevé car dans le revenu brut annuel, quelques dépenses alimentaires couvert par les productions agricoles ne sont pas comptées.

En moyenne l’ investissement annuel est de 290128.02 francs Burundais pour les bénéficiaires enquêtés, ce montant est de 94187.88004 pour les femmes bénéficiaires enquêtés , 21% du montant investi des bénéficiaires enquêtés est investi dans l’ agriculture ( achat d’ intrants agricoles, location ou achat de parcelle cultivable, achat de matériels agricoles ) soit 60926.8842 francs Burundais. Cette proportion est de 31.40% chez les ménages dirigés par des femmes soit 94187.88004 francs Burundais.

La gamme d’investissement effectué concerne aussi le développement d’élevage de petit bétail (chèvres, porcs, poules) avec 89939.686 francs Burundais soit 31% pour tous les bénéficiaires et 137082.3604 francs pour les bénéficiaires femmes soit 45.70% , le petit commerce avec un montant de . l’achat des parcelles pour la maison et amélioration des logements

En plus de ces investissements, les recettes des bénéficiaires ont permis une amélioration des investissements en capital humain dont l’achat d’uniformes et frais de scolarisation des enfants, payement des frais des soins de santé, achat des maisons ou amélioration des habitations des ménages.

En effet, 69,3% des bénéficiaires ont effectué des investissements agricoles de 60926,8842francs burundais en moyenne par an et 79,3% des femmes bénéficiaires ont effectué des investissements agricoles de 94187.88004 francs Burundais en moyenne par an.

51,2% ont amélioré l’élevage de petit bétail avec des investissements annuels moyens de 89939.6862francs Burundais et 67,3% des femmes bénéficiaires ont effectué des investissements annuels moyens de 137082.3604 francs Burundais.

De plus, 31,21% des ménages ont effectué des investissements en développant le petit commerce. Le montant moyen annuel de leur investissement dans le petit commerce est de 60926.8842 Francs Burundais. En effet, 15,1% de femmes bénéficiaires ont investi dans le petit commerce avec un montant d’investissement annuel moyen de 63891.7785 francs Burundais soit 21,3% de leur investissement.

* + 1. **Les grandes constatations de l’analyse de l’impact du projet**

**Effet induit par le Produit 1.1 : Les capacités des acteurs sont renforcées pour assurer le monitoring de protection et des frontières en vue d’améliorer l’environnement de la protection (HCR)**

Le projet a induit une amélioration de la connaissance des procédures judiciaires sur des problèmes fréquents dans les communautés ( conflits fonciers, conflits familiaux,….). La présence des avocats ont réduit la corruption dans la sphère judiciaire et une diminution notable de l’ injustice et de la violation des droits. Il est signalé que les conflits ont réduit à un taux de plus de 60.5% dans les communes de Gisuru et Kayogoro. Les interventions des parajuristes, sensibilisations communautaire sur les procédures judiciaires ont induit la diminution du taux de conflits familiaux de 41,7% , ce taux est de 52,8% chez les femmes bénéficiaires, les conflits fonciers ont été réduit à 63,4% et à un taux de 70% chez les femmes bénéficiaires tandis que les phénomènes de spoliation et accaparement illégal des brins des rapatriés par la population hôte ont diminué de 49,1% , ce taux est de 63% chez les femmes bénéficiaires.

**Effet induit par le Produit 1.2 : L’accès aux services sociaux de base pour une réintégration durable des retournés et la cohésion sociale est amélioré au niveau communautaire (HCR, PNUD, FNUAP)**

**Le projet a permis le renforcement social des bénéficiaires, en effet,** le taux d’ exclusion communautaire des bénéficiaires a été réduit de 100%, tandis que la proportion des bénéficiaires participant dans les unions d’ échanges communautaires sur la résolution pacifique des conflits , réunions communautaires a augmenté de 626,9%. De plus le taux d’ exclusion dans l’ espace d’ information sur la prévention et réponse des violences sexuelles et basées sur le genre a diminué de plus de 82,14% tandis que le taux de ménages bénéficiaires participant régulièrement dans les espaces d’ information sur la prévention et réponse des violences sexuelles et basées sur le genre a augmenté de 2285,71%.

***Le projet a induit une amélioration* de la participation des bénéficiaires dans la vie socioéconomique des ménages et de l’ entraide sociale. En effet,** les membres des VSLA, associations et entreprises sociales et CACC s’entraident dans les différents services sociaux. En moyenne, une augmentation des dépenses de 41747.3 francs Burundais a été réalisé dans l’ amélioration des conditions socioéconomiques des 93.7% ménages bénéficiaires , ce montant est de 38148.5 pour les 90.07% des femmes qui ont augmenté leur niveau de participation dans la vie socioéconomique des ménages.

***Le projet a induit une amélioration de la scolarisation des enfants.*** En effet, 93,5% des bénéficiaires (hommes et femmes) et 97,7% des femmes bénéficiaires enquêtées ont payé des frais de scolarité aux enfants. En moyenne, 67575 francs Burundais ont été payés annuellement pour les frais de scolarité des enfants en provenance des revenus tirés des AGR, entreprises sociales, et VSLA des CACC, Ventes des produits agricoles et d’ élevage. Ce montant est de 456713 francs Burundais pour les ménages dirigés par les femmes. Cela a permis une amélioration de l’ accès financier aux services sociaux et une réintégration des vulnérables, ce qui a contribué à une amélioration des interrelations communautaires et une réintégration socioéconomique.

***Le projet a induit une amélioration de l’alimentation des membres du ménage. E***n moyenne 98.3% des bénéficiaires (tous) appuyés enquêtés ont dépensé en moyenne 35123.7 francs Burundais des revenus tirés des travaux cash for work, entreprises sociales, dans l’alimentation des membres de ménages mensuellement. Cette proportion est de 99.3% des femmes bénéficiaires avec un montant moyen additionnel aux dépenses qui étaient encourus avant l’intervention du projet par ces ménages dirigés par des femmes est de 25019 Francs Burundi mensuellement.

**Le projet a induit une amélioration de l’habillement. En effet*,*** 91.3% des bénéficiaires (hommes et femmes) et 99.3% des femmes bénéficiaires du projet enquêtées ont pu se procurer des habits décents valant 27053.3 francs Burundais grâce aux revenus tirés des actives du projet . Le montant moyen annuel dépenses par l’ achat des vêtements par les bénéficiaires de 33871.3 francs Burundais.

Le projet a induit une a***mélioration de l’accès aux loisirs et divertissement. En effet,*** 96,2% des bénéficiaires (hommes et femmes) enquêtés ont pu se divertir et participer dans des activités de divertissement grâce aux revenus additionnels tirés des interventions du projet et autres induites par le projet  avec un de 31776 Francs Burundais. Cette proportion est de 72.9% des femmes bénéficiaires avec 27567.7 francs Burundais.

**Le projet a induit une amélioration des conditions de logement et d’ habitation des ménages. En effet, l**’ amélioration des revenus induits par la participation dans les activités du projet ( HIMO ; AVEC des CACC, entreprises sociales ) ont permis à 87,3% des bénéficiaires d’ améliorer leur conditions d’ habitations  et de logements avec un montant de 47532.6 francs Burundais et 45571.5 francs burundais pour 71.3% des femmes qui ont amélioré leur conditions d’ habitation et de logements.

**Effet induit par le produit 2.1 : L’amélioration des moyens de subsistance à travers des activités agricoles est renforcée (FAO)**

**Le projet a induit des effets positifs sur la sécurité alimentaire et résilience. En effet, le nombre moyen de** repas pris dans les ménages bénéficiaires a passé de 1,3 repas par jours en moyenne à 2,1 repas soit une augmentation de 61,5% .

Le projet a aussi induit l’ a**mélioration de l’ accès aux ressources de production agricole. En effet,** le taux d’accès à l’ agriculture a augmenté de 25,4% de 2018 à 2020 et le taux de possession de culture a augmenté de 86,8% de 2018 à 2020.

**Le projet a induit une amélioration de la production Agricole. En effet,** la durée moyenne de stock de la production agricole de ménages bénéficiaires a nettement augmenté pour les deux saisons passant de 0.915 mois pour la saison B à 2.399 soit une augmentation de 162%,

de 1,077 mois à 2,339 mois soit une augmentation de plus de 117,5%. En somme, pour les deux saisons A et B, la durée de stock des produits agricoles produits par l’ agriculture des ménages a augmenté de 138% passant de 1,99mois à 4,74 mois. Sans additionner les produits agricoles de la saison C, il est observé que les ménages actuellement sont capable de disposer des nourritures pour 4,74 mois alors qu’ avant l’ intervention du projet , seulement 1,99 mois étaient couvert par le stock des produits agricoles des ménages.

**Effet induit par le produit 2.2 : L’amélioration de la cohésion sociale à travers l’amélioration des moyens de subsistance et l’entreprenariat est renforcée (PNUD, HCR)**

**Le projet induit des effets positifs sur l’ autonomisation des vulnérables**

L’analyse de l’ évolution du revenu des ménages bénéficiaires montre que 100% des ménages ont changé leur niveau de revenu. En effet, 97,3% des ménages bénéficiaires ont vu leur niveau de revenu augmenté tandis que seulement 0.7% des ménages n’ont subi aucun changement de leur revenu mensuel. L’augmentation moyenne des revenus des bénéficiaires a été de 38,3% , ce taux a été de 47,7% pour les femmes bénéficiaires.

**Le projet a induit une amélioration du mouvement associatifs et création d’ entreprises sociales des bénéficiaires. En effet,** 98,3% des bénéficiaires(hommes et femmes) et 100 % des femmes bénéficiaires enquêtées affirment que le projet a induit un renforcement du mouvement associatives et la création des entreprises sociales des bénéficiaires.

**Le projet a induit une amélioration du niveau de renforcement économique des ménages. En  effet, le** taux d’ accès aux système d’ épargne et crédit ( crédit rotatif, AVEC, SILCs, association ) a passé de 13,3% à 89,7% soit une augmentation de 574,4%. Cela induit à un renforcement économique des ménages.

L’ intervention du projet a induit une a**mélioration des capacités d’investissement des bénéficiaires appuyés. En effet, l**es revenus tirés des associations , VSLA, entreprises sociales et travaux cash for work ont induit l’amélioration des capacités d’investir des bénéficiaires et partant leur niveau de résilience socioéconomique ; ce qui contribue au maintien de climat de paix dans la communauté. En moyenne le revenu annuel des ménages bénéficiaires s’ élève à 455460 francs Burundais et 396250.2 francs burundais pour les femmes bénéficiaires, 63.7% de ce montant est investi cette propension à investir est de 75,7% chez les femmes. 21% du montant investi des bénéficiaires enquêtés est investi dans l’ agriculture ( achat d’ intrants agricoles, location ou achat de parcelle cultivable, achat de matériels agricoles, cette proportion est de 31.40% chez les ménages dirigés par des femmes bénéficiaires.

En effet, l’ augmentation des revenus des ménages a permis que 69,3% des bénéficiaires augmentent les des investissements agricoles de 60926,8842francs burundais en moyenne. Cette proportion est de 79,3% des femmes bénéficiaires avec un montant de 94187.88004 francs Burundais en moyenne par an.

51,2% ont amélioré l’élevage de petit bétail avec des investissements annuels moyens de 89939.6862francs Burundais, cette proportion est 67,3% des femmes bénéficiaires avec un montant de 137082.3604 francs Burundais. 31,21% des ménages ont effectué des investissements en développant le petit commerce, avec montant moyen annuel de 60926.8842 Francs Burundais. Cette proportion est 15,1% pour les femmes bénéficiaires avec un montant de 63891.7785 francs Burundais soit 21,3% de leur investissement.

# **ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE DE L’ÉGALITÉ DES SEXES ET AUTONOMISATION DES FEMMES DZND LA CONCEPTION ,MISE EN ŒUVRE ET SUIVI DU PROJET**

Le projet a développé une budgétisation sensible au genre. En effet, 60% [[5]](#footnote-5)du budget du projet était alloué aux activités de promotion de l’ égalité de sexe et d’ autonomisation des femmes. La mise en œuvre du projet a tenu compte des aspects genre dans l’ identification des bénéficiaires et dans la mise en œuvre des activités du projet. Des quotas d’ effectifs des femmes bénéficiaires ont été bien fixés et clarifiée dans le projet. En effet, la matrice de suivi évaluation et reportage intégrait des spécifications sur les données désagrégées par sexe à collecter et suivre son évolution pour le projet.

L’ analyse de la proportion de femmes dans les bénéficiaires global montre que 52% des bénéficiaires sont des femmes, mais il est à signalé que dans certaines activités du projet, le taux de participation des filles et femmes dans le projet est inférieur au quota préalablement défini.

Tableau  20: analyse du budget alloué aux activités spécifiques sur le genre

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Activités avec composante genre | budget activité | % du budget pour chaque produit ou activités réserves pour action directe sur le genre | budget alloué aux actions directe sur le genre |
| Activité 122b: GBV prevention and case management | 268023.58 | 60% | 160814.148 |
| Activité 123 : Community structured and local autorithies trained | 127972.91 | 40% | 51189.164 |
| Activité 211: agricultural inputs | 355958.88 | 0.13% | 467.293657 |
| activité 221: rehabilitation or construction or maintenance of community infrastructure | 143714.1 | 36% | 51737.076 |
| activité 222 b: Creation of social enterprises and small business | 164936.82 | 36% | 59377.2552 |
| Activité 223: youth capacity is strengthened for community engagement | 26225.91 | 36% | 9441.3276 |
| coût de personnel du projet si pas inclus dans les activités ci-dessus | 208745.49 | 33.30% | 69512.24817 |
| Total | 1295577.69 | 31.1% | 402538.5126 |

L’analyse du budget alloué aux actions spécifiques au genre montre que 31,1% du budget des activités avec composante genre est alloué aux actions spécifiques au genre. Cette proportion est appréciable et pour certaines interventions 60% du budget est alloué aux actions directes au genre.

En effet l’analyse de la proportion des bénéficiaires par sexe montre que 52% des bénéficiaires directes du projet sont des femmes, ce qui montre une prise en compte de l’aspect genre dans la sélection des bénéficiaires bien que pour certaines activités, les femmes bénéficiaires étaient relativement inférieures au quota préalablement définis dans les documents du projet . Il est remarqué un taux de participation des femmes de 27% dans les travaux HIMO à Kirundo, 26% dans la formation sur la communication non violente, résolution pacifique des conflits et la citoyenneté responsable à Kirundo, 39% dans formation sur l’aspect juridique comme leaders communautaires, 34% dans la sensibilisation pour l’organisation de la caravane juridique ,42% dans la participation dans la caravane juridique ( Kayogoro et Gisuru), 26% dans les séances d’information aux autorités administratives et judiciaires sur les services d’ aide légale, 49% comme bénéficiaires de l’inscription à l’ état civil, et 35% dans la formation des acteurs communautaires sur la protection , droits de l’ enfant contre les VBG et schéma de référencement.

Le projet a adopté une approche spécifique visant l’autonomisation des femmes. Des appuis aux AGR spécifiquement pour les femmes vulnérables et un accompagnement dans la création des AGR adaptées aux capacités des femmes bénéficiaires et aux conditions de l’environnement d’ affaire du milieu ont induit un renforcement des moyens d’ existence des femmes appuyées et de leur famille. L’ appui directs aux microprojets de 125 femmes appuyés en AGR pour une somme de 500 000 francs Burundais ) et 100 femmes appuyés par un montant de 100 000 francs burundais a permis à ces femmes de développer des AGR et un renforcement de la résilience des femmes appuyés. En plus de ces appuis , la participation des femmes dans les associations des cultivateurs des champignons, apiculteurs, entreprises sociales et VSLA des CACC ont induit une amélioration d’accès aux sources de revenus de plus de 47,7% et une réduction de leur exposition à la pauvreté de 26,8% . cela a induit une amélioration de la participation des femmes bénéficiaires dans la vie socioéconomique des ménages. Le niveau de revenu amélioré des femmes bénéficiaires leur a permis une amélioration de leur capacité de faire face aux diverses dépenses sociales et économiques, ce qui leur permet un renforcement de leur estime de soi et considération sociale. Les femmes parajuristes et membres des Clubs de paix ont acquis une reconnaissance communautaire de ces femmes. En effet, ces femmes contribuent dans l’ offre des services d’aide légale et dans la conciliation communautaire et partant influence le processus de consolidation de la paix.

La mise en place des bureaux de consultation gratuite des services d’ avocat a induit un renforcement des respects des droits des vulnérables, une réduction des cas de fraudes et des tricheries dans le système judiciaire ce qui a induit une diminution de 75% des cas de conflits portés aux tribunaux de résidence de Gisuru dans la province de Ruyigi et 73,3% des réductions des cas de fraude et de corruption dans système juridique dans les deux communes ( Gisuru et Kayogoro). En effet , les rapatriés étaient confrontés à des cas de spoliation et d’appropriation illégale de leurs biens , une exploitation illégale de leurs biens. Par la mise en place des comités de paix, l’intervention du projet a développé des mécanismes locaux de gestion de ces conflits et l’assainissement du système juridique par la disponibilisation des avocats, l’organisation des caravanes juridiques induisant à une amélioration du respect des droits et de la dignité des rapatriés et vulnérables.

# IDENTIFICATION DES BONNES PRATIQUES ET DES LECONS APPRISES

* 1. **Les leçons apprises**
* L’ intégration des activités économiques de groupes comme les AVEC, SILCS et AGR ,menés en associations bien structurées avec un niveau de gouvernance administrative et financière permet non seulement le renforcement économique mais aussi la cohésion sociale communautaire et partant un renforcement de la paix durable dans les communautés.
* Les activités de consolidation de la paix doivent s’ attaquer aux causes de la non accès aux services sociaux de base mais aussi permettre un renforcement des capacités socioéconomiques des différentes couches de la société.
* Les transferts des revenus par les cash for work couplés à des activités complémentaires telles que l’ accompagnement dans le développement des AGR, sensibilisation sur la citoyenneté , cohésion sociale permet un développement de l’ esprit entreprenariat et une mobilisation progressive des ressources pour les idées d’ affaires.
* La sélection participative des besoins et des bénéficiaires effectués avant l’ intervention du projet permet une conception des activités adaptées aux besoins du groupes cibles.
* L’ approche humanitaire ( distribution des appuis financiers aux AGR aux femmes vulnérables, ..) combiné à une approche de développement ( formation en gestion financière , identification des opportunités d’ affaires, business plans,) permet un relèvement efficace du niveau économique des ménages et de la résilience socioéconomique des bénéficiaires.
* La disponibilité des services d’ aide légale améliore non seulement la réduction de l’ ignorance en matière juridique et judiciaire mais aussi réduit la corruption dans le système judiciaire qui se développé suite à l’ignorance de la population en matière juridique et manque d’ aide légale et l’ inefficacité des prestataires des services juridiques qui profitent de la situation d’ ignorance de la population pour se créer des espaces de corruption.
* L’ appui aux initiatives économiques réalisé en faisant des concours de plans d’ affaire permet une valorisation de l’analyse des opportunités locales et une meilleure planification préalable pour une réussite des AGR
  1. **Identification des bonnes pratiques**

**L’ évaluation a permis d’ identifier les bonnes pratiques qu’ il convient de capitaliser dans les interventions ultérieures.**

1. Identification participative préalable des besoins et population cible mené conjointement avec toutes les parties prenantes pour une mobilisation effective et une participation active aux activités du projet, et partant l’ amélioration de la performance du projet ;
2. Combinaison de l’ approche humanitaire et développement permet le renforcement économique et de la résilience socioéconomique des ménages vulnérables.
3. La sélection participative des bénéficiaires faite par l’ implication de l’ administration centrale et locale et suivi par une validation communautaire permet une amélioration de l’ appropriation des acquis et le niveau d’ efficacité du projet.
4. Le développement des interventions de réintégration sociale par la mise en place des activités d’ auto développement socioéconomique, de cohésion sociale impliquant des bénéficiaires issues de la population hôte et des rapatriés induit une efficacité de la consolidation de la paix durable
5. Développement des activités de production d’ aliments par le développement d’ activités sans ou avec peu de pression sur les ressources naturelles ( cultures de champignons et apicultures) permet une amélioration des revenus, aliments des ménages sans toutefois compromettre l’ équilibre des ressources naturelles ;
6. Approches d’ appui aux initiatives économiques par la mise en place des processus formatif sur les aspects de développement des plans d’ affaires et organisation des concours pour financer les meilleures idées d’ affaires innovantes et adaptées aux besoins du milieu induisent un développement des capacités des communautés dans la gestion des initiatives économiques rentables et pérennes.

# RECOMMANDATIONS

* **A l’ état et structures étatiques**
* Pour renforcer l’ aide légale aux vulnérables et partant éviter les conflits sociaux induisant à une faible réintégration sociale et manque de paix durable, le ministère de la justice et garde des sceaux, doit soutenir les actions des parajuristes
* Intégrer les actions et interventions des parajuristes dans la planification locale ( PCDC)
* Intégrer les leaders communautaires dans les actions d’ aide légale et de renforcement du système de réintégration sociale par les clubs d’ agents de changement et de paix ;
* Développer une synergie des acteurs locaux ( associations, VSLA, et clubs de paix ) pour une réintégration socioéconomique efficace
* Adopter une approche de maintenance communautaire des infrastructures communautaires
* **Aux agences de développement , et parties prenantes**
* Les activités visant le renforcement de la production agricole de subsistance devraient adopter une approche filière en développant tous les maillons de la chaîne de valeur.
* Les projets visant le changement de comportement des communautés devraient être exécuté pour un délais raisonnables d’ au moins 3 ans pour permettre de poursuivre le processus de changement de comportement des bénéficiaires afin d’ atteindre l’ objectif visé, et aussi élargir les nombres de bénéficiaires.
* Intégrer des aspects de renforcement économique par des vulnérables et rapatriés en les intégrant dans les autres groupes communautaires existant pour renforcer non seulement les relations sociales mais aussi les relations d’ intérêt économique entre rapatriés , vulnérables et autres populations hôtes.
* Tenant compte que d’ autres rapatriés continuent de retourner et n’ ont pas pu bénéficier des interventions de renforcement de leur niveau de résilience socioéconomique ce qui compromet leur parfaite réintégration socioéconomique, les acteurs d’ aide au développement doivent planifier des interventions pour renforcer leur réintégration socioéconomique pour une consolidation de paix durable.
* Continuer à impliquer les services déconcentrés de l’ état dans les activités de développement pour faciliter l’ appropriation et la durabilité des acquis du projet, et du renforcement des capacités des structures locales en capacités de mobilisation des ressources suffisantes pour assurer la continuité des interventions du projet.
* Pour un programme conjoint, les intervenants devraient harmoniser les approches d’ intervention et de sélection des bénéficiaires ainsi que le paquet de services offerts aux bénéficiaires, le programme conjoint devrait être géré de façon à permettre à chaque intervenant d’ intervenir dans son domaine de compétences mais sur les mêmes bénéficiaires du projet de façon que tous les bénéficiaires puissent avoir bénéficiées de la même manière des interventions du projet.

# **ANNEXE**

**Annexe 1 : Questionnaire destiné aux bénéficiaires**



**Annexe 2 : Questionnaire pour l’ équipe du projet et partenaires**



**Annexe 3 : Guide de focus groups discussions**



**Annexe 4 : Guide d’ entretien pour l’ administration et services déconcentrés de l’ État**



**Annexe  5: Matrice d’ évaluation**



**Annexe 6 :Matrice d’ analyse de l’ efficience du projet**



**Annexe 7 : Matrice de cadre de résultats**



**Annexe 8 : Théorie de changement reconstruite**



**Annexe 9 : Liste des documents consultés**

1. United nations development assistance plan
2. **Stratégie** nationale de **réintégration** socio-économique des personnes sinistrées 2017-2021
3. Document de politique nationale de protection sociale
4. *Plan national de développement 2018-2027 (PND 2018-2027 Burundi)*
5. Stratégie nationale de réintégration socio - economique des personnes sinistrées au burundi ; document de la stratégie révisée sur la base des solutions durables ; <http://earlyrecovery.global/sites/default/files/resume_de_strategie_nationale_de_reintegration_revisee_002.pdf>
6. Stratégie nationale d’aide légale
7. Document du projet
8. Différents rapports d’activité des partenaires d’exécution
9. Rapports de visite
10. Rapports du projet

**Annexe 10 : Listes de personnes rencontré / documents consultés**

* + - 1. Administration locale et centrale
      2. Les partenaires d’exécution et de mise en œuvre (COPED, HCB, Réseau Burundi 2000 , SOPRAD, JRS, ASB, BBIN, Food for hungry )
      3. UNDAF
      4. PND 2017-2018
      5. Documents de politiques sectorielles (agriculture ; réintégration socioéconomique)
      6. United nations development assistance plan
      7. Stratégie nationale de réintégration socio-économique des personnes sinistrées 2017-2021
      8. Document de politique nationale de protection sociale
      9. Stratégie nationale de réintégration socio - économique des personnes sinistrées au burundi ; document de la stratégie révisée sur la base des solutions durables ; <http://earlyrecovery.global/sites/default/files/resume_de_strategie_nationale_de_reintegration_revisee_002.pdf>
      10. Stratégie nationale d’aide légale
      11. Document du projet
      12. Différents rapports d’activité des partenaires d’exécution
      13. Rapports de visite
      14. Rapports du projet

1. Effets 2 et 3 [↑](#footnote-ref-1)
2. Les quatre commune d’ intervention du projet ont été choisi suite aux grands effectifs des rapatriés. [↑](#footnote-ref-2)
3. Document accessible en ligne sur <http://earlyrecovery.global/sites/default/files/resume_de_strategie_nationale_de_reintegration_revisee_002.pdf> [↑](#footnote-ref-3)
4. L’ augmentation des revenus des ménages bénéficiaires a permis aux bénéficiaires de s’ acheter des bières, participer dans des fêtes sociales. [↑](#footnote-ref-4)
5. Tiré dans le rapport final du projet , Novembre 2019 ; [↑](#footnote-ref-5)